



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LES RENCONTRES AFRICAINES POUR LES RESSOURCES éducatives



2^e
édition

Rapport synthèse

Lomé, Togo, 24 au 26 juin 2025

Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest

© UNESCO 2025



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO), (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'archive ouverte de l'UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

Liste d'abréviations	6
Introduction	7
Thème 1 : Renforcer la collaboration entre les acteurs publics, privés, et de la société civile de la chaîne des ressources éducatives	8
1.1 Analyse diagnostique de la chaîne des ressources éducatives réalisée dans sept pays : défis et pratiques prometteuses	8
1.2 Orientations stratégiques en faveur d'une meilleure coordination des acteurs pour la production et la diffusion de ressources éducatives : produire localement des ressources éducatives de qualité	10
1.3 Améliorer la structuration de la chaîne du livre jeunesse : exemples réussis et impact positif sur la collaboration public-privé	14
Thème 2 : Améliorer la qualité des ressources éducatives dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone	18
2.1 Évaluation de la qualité des manuels scolaires dans dix pays d'Afrique francophone : leçons apprises et perspectives	18
2.2 Normes et standards des ressources éducatives pour les pays d'Afrique francophone subsaharienne : quelles avancées ?	22
2.3 Le rôle du livre de jeunesse : Contenus adaptés aux programmes scolaires, aux contextes socioculturels et au niveau de lecture des élèves (production multilingue)	25
Thème 3. Optimiser la mutualisation des ressources éducatives en Afrique subsaharienne francophone : quels leviers pour une coopération durable ?	28
3.1 Cas du numérique et avenir des bases de données documentaires : l'interopérabilité des bases de données et le développement continu des capacités des ministères	28
3.2 Repérer, promouvoir et partager au niveau régional les ressources éducatives nationales : quelles structures pour la coopération	31
Thème 4. Améliorer l'accès aux ressources éducatives en Afrique francophone : former les enseignants et renforcer les SIGE/RE pour une meilleure accessibilité et utilisation par les élèves	34
4.1 Facteur enseignant et disponibilité en ressources éducatives : la formation des enseignants pour une utilisation innovante des ressources éducatives par les élèves	34
4.2 Renforcement des SIGE/RE pour une meilleure planification et gestion des ressources éducatives	37
4.3 Rôle du numérique pour une meilleure diffusion et un plus grand accès aux ressources : impacts réels et perspectives	39
4.4 Ressources éducatives libres : des alliées pour améliorer l'accès et la diversité en ressources éducatives : retour sur les stratégies nationales élaborées pour les ressources éducatives libres pour le renforcement de la diversification des ressources éducatives	42
4.5 Enjeux de sensibilisation et de diffusion du livre jeunesse au public scolaire : des initiatives innovantes	44
Des actions nationales aux dynamiques régionales : quels futurs pour les ressources éducatives en Afrique francophone ? Regards croisés	47
Huis clos UNESCO avec les Représentants du ministère de l'Éducation des 13 pays (Composante 1 et 2)	50
Recommandations par composantes	52
ANNEXES	55
Annexe 1 : Sitographie	55
Annexe 2 : Liste des participants	57
Annexe 3 : Synthèse du formulaire d'évaluation	64
Annexe 4 : On en parle dans les médias	66
Annexe 5 : Un bref aperçu photographique des Rencontres africaines en images...	70

REMERCIEMENTS

Nous remercions l'Agence française de développement (AFD) pour son soutien financier, ainsi que pour son engagement constant et la confiance accordée au projet Ressources éducatives. Leur appui constitue un levier essentiel pour la réalisation de nos objectifs et le succès des Rencontres africaines pour les ressources éducatives (RARE).

Nous adressons nos sincères remerciements à l'État togolais, en particulier au ministère des Enseignements primaire et secondaire et au ministère chargé de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, pour l'accueil chaleureux des RARE 2025 ainsi que pour la contribution précieuse et l'implication remarquable des équipes ministérielles dans toutes les étapes de la préparation, de l'organisation et du bon déroulement de l'événement.

Nous remercions les délégations des treize pays présents ([Bénin](#), [Burundi](#), [Comores](#), [Djibouti](#), [Guinée](#), [Madagascar](#), [Mauritanie](#), [République centrafricaine](#), [République démocratique du Congo](#), [République du Congo](#), [Sénégal](#), [Tchad](#), et [Togo](#)) pour leur participation active aux panels de discussion, le partage de connaissances, les débats francs et leur engagement tout au long des RARE. Vos contributions ont renforcé la dynamique de coopération et de mutualisation de ressources qui fondent l'essence du projet et ont grandement enrichi les travaux de cette deuxième édition.

Nos remerciements vont aux membres du Comité scientifique du projet Ressources éducatives, à savoir la Professeure Afsata Paré, la Dre Mona Laroussi, la Dre Perrine de Coëtlogon, le Professeur Babacar Niane et le Professeur Moctar Ben Henda, pour leur appui scientifique constant dans la conception des programmes ainsi que dans l'animation des panels et des conférences. Nous adressons une mention particulière à la Professeure Afsata Paré et à la Dre Mona Laroussi pour leur présence effective et la qualité de leurs interventions lors des RARE 2025.

Nous remercions aussi Agnès Debiage pour son engagement auprès des acteurs de la chaîne du livre sur le continent africain, ainsi que pour sa contribution à la composante « Lire pour apprendre » mise en œuvre par l'Institut français, à l'organisation de tables rondes des RARE et à la rédaction des synthèses.

Nous remercions chaleureusement la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN), l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) et les ministres de l'Éducation pour leurs contributions remarquables dans le cadre des travaux du Comité de programme des Rencontres.

Nos remerciements appuyés vont aux équipes projet et aux équipes des Instituts français qui ont suivi localement la mise en œuvre des différentes activités dans chaque pays et l'accompagnement de la constitution des délégations présentes aux RARE. Leur énergie et leur abnégation ont permis au programme Ressources éducatives de pleinement se déployer dans l'ensemble des 13 pays concernés.

Enfin, nous remercions l'équipe de l'UNESCO et ses bureaux régionaux pour leur travail méticuleux d'animation, de rapportage et de synthèse, qui a permis de façonner ce rapport avec précision et intelligence.

À toutes les participantes et à tous les participants, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude pour leur engagement et leur participation active.

Le projet Ressources éducatives

Bureau Régional multisectoriel pour l'Afrique de l'Ouest

<https://fr.unesco.org/fieldoffice/dakar>

<https://www.ressources-educatives.org/bienvenue-sur-la-page-officielle-des-rencontres-africaines-pour-les-ressources-educatives-rare-2025>

Contact :

ressources.educatives@unesco.org



Rapporteurs principaux : Délégation pays

Rapporteurs adjoints : Délégation Togo

LISTE D'ABRÉVIATIONS

AFD : Agence française de développement
APC : Approche par compétences
APE : Associations de parents d'élèves
BDD : Bases de données documentaires
BIE : Bureau international d'éducation de l'UNESCO
BNM : Bibliothèque nationale de Madagascar
COGES : Comités de gestion des établissements scolaires
CONFEMEN : Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie
CRIPEN : Centre de Recherche, d'Information et de Production de l'Éducation nationale
DDC : Direction du Développement et de la Coopération
DPRE : Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation
DPTIC : Division de la Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication
EMIS : Education Managment Information System
EQMS : Évaluation de la qualité des manuels scolaires
IF : Institut français
IFADEM : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
IFEF : Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation
IGEF : Inspection générale de l'éducation et de la formation
IPE : Institut international de planification de l'éducation
INEADE : Institut national d'études et d'action pour le développement de l'éducation
INRAP : Institut national de recherche et d'animation pédagogique
IPN : Institut Pédagogique National
LASER : Évaluation nationale des capacités statistiques de l'éducation
MENERSFP : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement, de la Recherche scientifique, de la Formation et de l'Insertion professionnelle
MLR : Metadata for Learning Resources
PACTE : Programme d'Appui au Changement et à la Transformation de l'Éducation
PAQUET : Projet d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence
PATT : Pupils' Attitudes Toward Technology
PE : Parents d'élèves
PMB : PhpMyBibli
PMRE : Profil Minimum de Ressources Éducatives
PROMET : Projet du ministère de l'Éducation pour le développement du télé-enseignement
PSE : Plan Sectoriel Éducation
RARE : Rencontres africaines pour les ressources éducatives
RE : Ressources éducatives
REL : Ressources éducatives libres
SALIJEL : Salon du livre jeunesse de Lomé
SIGE : Système d'information pour la gestion de l'éducation
SPDRE : Stratégie nationale de production et de diffusion des ressources éducatives
UFR : Unité de formation et de recherche
UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

INTRODUCTION

Les Rencontres africaines pour les ressources éducatives (RARE) constituent un moment clé dans la dynamique régionale impulsée par le projet d'appui à la production et diffusion de ressources éducatives pour les établissements scolaires et les élèves du primaire et du secondaire d'Afrique subsaharienne, communément intitulé projet Ressources éducatives. Ces rencontres sont un véritable catalyseur pour renforcer la collaboration, le partage de bonnes pratiques autour des ressources éducatives (RE) en Afrique subsaharienne et la discussion des perspectives d'actions pour la mise en œuvre du projet Ressources éducatives.

La première édition des RARE, tenue à Dakar en 2022, a rassemblé plus de 230 participants issus de 16 pays et a permis d'initier une coalition d'acteurs publics, privés et de la société civile autour de la question des RE. Les débats structurés autour de six thématiques, treize panels et quatre ateliers ont permis de mettre en évidence les principaux défis de la région et de poser les jalons d'une dynamique de coopération régionale en faveur de l'ODD 4. Cette deuxième édition s'inscrit dans la continuité, en consolidant les acquis et en explorant les moyens de pérenniser les actions engagées.

La deuxième édition des RARE s'est tenue à Lomé, du 24 au 26 juin 2025. Elle a mis l'accent sur les enjeux de durabilité afin de renforcer la collaboration déjà existante et les actions entreprises pour une production et un accès accru et durable à des RE de qualité. Le thème choisi était : « Des ressources éducatives de qualité pour toutes et tous : un appel à l'action ! »

L'objectif global des RARE 2025 a été de capitaliser les bonnes pratiques et de renforcer la collaboration et la mutualisation en matière de RE en formant une coalition d'acteurs engagés en faveur de l'amélioration des apprentissages. Les résultats attendus incluaient la valorisation des interventions et des résultats du projet ainsi que les leçons tirées de cinq années de mise en œuvre ; l'identification d'axes pour la pérennisation des dynamiques lancées ; le renforcement des synergies entre les institutions ; le secteur privé et la société civile en vue d'une harmonisation et d'un soutien mutuel des actions ; le partage des bonnes pratiques et des axes possibles de mutualisation à l'échelle des sous-régions ; la mise en valeur du potentiel du numérique pour améliorer l'accès ; la diffusion et l'utilisation des RE dans les contextes locaux et régionaux ; le renforcement du plaidoyer auprès des pays et des partenaires techniques et financiers ; ainsi que la production d'actes de conférence reflétant les avancées et recommandations issues des débats.

Sur le plan méthodologique, les RARE 2 ont combiné six séances plénières, treize panels thématiques, un huis clos réunissant les treize pays bénéficiaires du projet, ainsi que des temps de travail collectif favorisant le dialogue entre les institutions publiques, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers. Cette approche a permis de favoriser la confrontation d'idées, le partage de solutions et la formulation d'orientations stratégiques communes.

Cet événement d'échanges, axé sur des thématiques prioritaires et communes aux pays sur les enjeux de production, diffusion, accès ainsi que la mutualisation de ressources éducatives, a permis de mobiliser les acteurs publics et privés autour des enjeux constituant les raisons de la mise en œuvre du projet. Enfin, les actes de cette deuxième rencontre réunissant les acteurs publics, privés et les partenaires du projet Ressources éducatives représentent un produit clé, synthétisant les connaissances, les expériences et les avancées partagées.

En chiffres, la deuxième édition se traduit en :

- 200 participants
- 13 pays d'Afrique subsaharienne francophone représentés
- 4 grandes thématiques
- 13 panels

Le présent rapport présente l'essence des discussions tenues autour de chacun des quatre thèmes débattus à Lomé, de l'analyse des dynamiques ainsi que du huis clos des pays.

Thème 1. Renforcer la collaboration entre les acteurs publics, privés, et de la société civile de la chaîne des ressources éducatives

Garantir un accès équitable à des RE de qualité passe par une meilleure structuration de leur production et de leur diffusion. En Afrique subsaharienne francophone, cette ambition suppose une coopération renforcée entre les acteurs publics, privés et de la société civile, tout au long de la chaîne du livre et des ressources pédagogiques. Face aux défis persistants de financement, de professionnalisation, de coordination et d'adaptation aux contextes locaux, il est urgent d'agir collectivement. Ce thème invite à explorer des stratégies concrètes et des dynamiques de partenariat prometteuses, en mettant en lumière des expériences réussies menées dans plusieurs pays. Il s'agit de réfléchir ensemble à des solutions durables et à des leviers d'action pour structurer un écosystème plus efficace et inclusif, au service des apprentissages.

1.1 ANALYSE DIAGNOSTIQUE DES POLITIQUES ET STRATÉGIES DE PRODUCTION ET DE DIFFUSION DES RESSOURCES ÉDUCATIVES RÉALISÉE DANS SEPT PAYS : DÉFIS ET PRATIQUES PROMETTEUSES

MODÉRATEUR :

Guillaume Husson, Chef du secteur Éducation, UNESCO Dakar

L'accès à des RE diversifiées et de qualité constitue un levier majeur pour améliorer les apprentissages en Afrique subsaharienne francophone. Toutefois, des déficits persistants et des dysfonctionnements tout au long de la chaîne, de la planification à l'utilisation, freinent leur disponibilité et leur accessibilité. Ce panel explicite l'importance de politiques et de stratégies cohérentes pour relever ces défis de manière durable. Il présente les outils développés dans le cadre du projet Ressources éducatives, mis en œuvre par l'UNESCO, dont un guide méthodologique d'analyse diagnostique, ainsi que les rapports nationaux produits et les principales recommandations issues des analyses menées dans sept pays partenaires, notamment le Burkina Faso, le Sénégal et le Togo lors de la première phase du projet et le Bénin, les Comores, Madagascar, la République centrafricaine pendant la deuxième phase du projet.

1.1.1 Présentation du guide méthodologique de l'analyse diagnostique

INTERVENANTE :

Mariama Sagna, Coordinatrice de programme – Projet Ressources éducatives, UNESCO Dakar

Le guide méthodologique d'analyse diagnostique développé dans le cadre du projet Ressources éducatives a été présenté pour structurer l'analyse diagnostique des systèmes nationaux de gestion des RE. Ce guide sert d'outil permettant de mener l'analyse diagnostique des politiques et stratégies de production et de diffusion des RE. Le diagnostic permet d'identifier les options stratégiques explicites ou implicites, d'analyser les pratiques institutionnelles à tous les niveaux du système éducatif, et d'évaluer la performance des RE selon des critères d'accessibilité, de qualité et d'équité. Le guide propose une approche multidimensionnelle articulée autour de cinq axes d'analyse qui concernent (i) les facteurs contextuels, (ii) la disponibilité et la pertinence des manuels et matériels didactiques, (iii) les mécanismes de production et de distribution, (iv) l'intégration du numérique, ainsi que (v) les modèles de financement. Il recommande une triangulation méthodologique

combinant l'exploitation des données issues du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) avec des enquêtes de terrain ciblées sur un échantillon d'établissements scolaires. Il fournit également un cadre conceptuel clarifié, des typologies de ressources, y compris les ressources éducatives libres (REL), et des références internationales pour appuyer la formulation de recommandations fondées sur des données probantes et comparables.

1.1.2 Rapport et recommandation de l'analyse diagnostique en République centrafricaine

INTERVENANT :

Gilbert Sengue, Coordonnateur national adjoint du projet Ressources éducatives, République centrafricaine

Les résultats du diagnostic national sur les RE en République centrafricaine ont été présentés. Le rapport met en exergue les défis structurels majeurs du pays : accès limité aux manuels scolaires (1 manuel pour 5 élèves au primaire), absence généralisée de guides pédagogiques, carence en matériels didactiques et en laboratoires, ainsi qu'une quasi-absence d'intégration des ressources numériques du fait du manque d'électricité et de connectivité. La production et la distribution des manuels restent fragiles et inégalement réparties sur le territoire. Les recommandations incluent l'adoption d'une politique nationale des RE, le renforcement des capacités de l'Institut national de recherche et d'animation pédagogique (INRAP), la structuration d'une cellule éditoriale, et la définition d'un profil minimum de ressources par niveau scolaire.

1.1.3 Rapport et recommandations de l'analyse diagnostique au Bénin

INTERVENANT :

Yai Cyrille Ayedoun, Collaborateur à l'Institut National pour la Formation et la Recherche en Éducation, Bénin

Les conclusions du diagnostic national conduit au Bénin en 2024 ont été partagées. L'intervention a souligné la nécessité d'élaborer une politique nationale des RE ou, à défaut, une stratégie nationale permettant d'orienter les actions immédiates. Les recommandations portent aussi sur la finalisation des curricula, la définition d'un profil minimum de ressources didactiques, la clarification des procédures d'agrément et de validation des ressources, et la réflexion sur les modalités de distribution et de financement, notamment via l'instauration d'un fonds de manuels. Ces orientations visent à moderniser la gestion et l'accessibilité des ressources dans l'ensemble du système éducatif béninois.

1.1.4 Synthèse des recommandations de l'analyse diagnostique réalisée dans 7 pays d'Afrique subsaharienne dans le cadre du projet Ressources éducatives

INTERVENANTE :

Mariama Sagna, Coordinatrice de programme — Projet Ressources éducatives, UNESCO Dakar

Les deux phases du projet Ressources éducatives ont permis de conduire l'exercice d'analyse diagnostique dans sept pays (Bénin, Burkina Faso, Comores, République centrafricaine, Madagascar, Sénégal et Togo). L'analyse transversale des contextes nationaux révèle une convergence des problématiques liées aux RE dans plusieurs pays africains. Les principaux défis identifiés concernent la faiblesse des circuits de distribution, la pénurie généralisée de manuels et d'outils pédagogiques,

ainsi que l'inadéquation des contenus aux curricula et aux niveaux réels des apprenants. Ces dysfonctionnements structurels compromettent l'efficacité pédagogique et l'équité dans l'accès aux ressources.

Le défi central réside dans la mise à disposition suffisante de RE de qualité, condition essentielle pour améliorer les performances scolaires. Toutefois, l'accessibilité physique des manuels ne garantit pas leur utilisation effective en classe. Plusieurs contraintes entravent leur exploitation, dont les pratiques de rétention, l'insuffisance de formation des enseignants à leur utilisation, les problèmes logistiques et l'inadéquation des dotations.

Des initiatives sont en cours, notamment avec l'appui de l'UNESCO-BIE afin de développer des outils contextualisés tels que des modules de formation à la conception et à l'utilisation des manuels scolaires en commençant par les manuels de français et de mathématiques. Toutefois, des actions complémentaires au niveau national s'imposent pour renforcer l'impact des efforts menés par les ministères de l'Éducation des pays.

Recommandations prioritaires :

- Développer des partenariats public-privé pour améliorer la connectivité, l'équipement des établissements (laboratoires, bibliothèques, coins de lecture en classe, espaces ludiques, électricité) et soutenir la distribution des manuels scolaires;
- Intégrer des plans de contingence dans les stratégies nationales de production et de diffusion des RE, afin de répondre aux situations d'urgence ou de rupture;
- Renforcer la coopération Sud-Sud pour favoriser le partage d'expériences en matière d'édition, de stockage, de distribution et de régulation des coûts;
- Inclure des éléments structurants dans les réflexions sectorielles, tels que la charte du livre, l'Accord de Florence et son protocole de Nairobi, ainsi que la prise en charge des classes spéciales;
- Renforcer les compétences des acteurs intervenant dans la chaîne de valeur des RE, de la conception à l'utilisation;
- Consolider les systèmes d'information éducatifs pour une planification plus fine, une allocation équitable et une meilleure traçabilité des ressources;
- Conduire l'analyse diagnostique de manière systématique tous les cinq ans afin de renforcer son rôle en tant qu'outil de pilotage stratégique et d'aide à la décision pour les politiques nationales de production et de diffusion des RE.

1.2. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES EN FAVEUR D'UNE MEILLEURE COORDINATION DES ACTEURS POUR LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DE RESSOURCES ÉDUCATIVES : PRODUIRE LOCALEMENT DES RESSOURCES ÉDUCATIVES DE QUALITÉ

MODÉRATRICE :

Aïssatou Léna Sène, Doyenne de l'Inspection générale de l'éducation et de la formation (IGEF), Sénégal

Des politiques et stratégies bien structurées en matière de RE sont essentielles pour garantir durablement l'accès à des supports diversifiés et de qualité, au service des apprentissages. L'analyse conduite dans sept pays partenaires du projet Ressources éducatives révèle des niveaux d'organisation variables et souligne la nécessité d'un appui ciblé à l'élaboration ou au renforcement de stratégies nationales. À partir des consultations menées dans les trois pays pilotes de la phase 1 et de l'analyse des recommandations de la phase 2 dans les quatre autres pays cibles, des recommandations transversales ont été dégagées pour guider l'action. Ce panel souligne les démarches entreprises par le Togo, le Sénégal, Madagascar et les Comores, avec l'appui du projet, pour intégrer leur stratégie de production et de diffusion des RE dans les outils de planification sectorielle, condition indispensable pour assurer leur mise en œuvre effective.

1.2.1 Stratégie de production et diffusion des RE ainsi que l'effort d'intégration dans le plan sectoriel de l'éducation au Togo

INTERVENANT :

Koffi Séna Agbozoh, Directeur des Programmes et des innovations pédagogiques du ministère des Enseignements primaire et secondaire, Togo

Le Togo a validé sa Stratégie nationale de production et de diffusion des ressources éducatives (SPDRE) 2025-2029, élaborée avec l'appui du projet Ressources éducatives. Cette stratégie vise à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, à travers la production et la diffusion de RE diversifiées et de qualité, ainsi que la consolidation des efforts déjà entrepris. Elle propose une vision à l'horizon 2030, structurée autour de quatre axes :

- **Axe 1 : Renforcement du cadre réglementaire de la production des RE**

Cet axe vise à remédier à la faiblesse du cadre réglementaire actuel. Il prévoit notamment l'élaboration d'un cadre éditorial, technique et socioculturel des RE, ainsi que la création d'une charte de partenariat public-privé, afin de favoriser une meilleure coordination des acteurs.

- **Axe 2 : Développement des capacités des acteurs du système éducatif à la production, à l'utilisation et à la diffusion des RE**

Cet axe est fondamental pour assurer une production locale et de qualité. Il cible le renforcement des compétences du personnel d'encadrement, des enseignants, ainsi que des cadres des directions centrales et des structures déconcentrées.

- **Axe 3 : Amélioration de la production et de la diffusion des RE à travers la mise en place d'une chaîne logistique adéquate, la spécification des RE, l'élaboration d'un plan de dotation, l'actualisation périodique et la diversification des formats**

Placé au cœur de la problématique de la production locale et de sa diffusion, cet axe prévoit notamment la mise en place d'une chaîne logistique adaptée, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de dotation des établissements en RE, ainsi que l'actualisation régulière et la diversification des formats produits, afin de garantir leur accessibilité, leur inclusion et leur traduction en langues nationales.

- **Axe 4 : Mobilisation du financement et du partenariat pour la production des RE**

Cet axe vise à accroître les ressources financières et à renforcer les partenariats nécessaires à la production et à la diffusion des RE.

Pour assurer la mise en œuvre effective de cette stratégie, un dispositif institutionnel a été instauré, intégrant plusieurs comités (de pilotage, scientifique, technique et déconcentré) afin d'assurer la coordination et le suivi-évaluation à tous les niveaux, y compris au niveau local.

Enfin, le Ministère s'est engagé dans un processus d'intégration de la stratégie dans le Plan sectoriel de l'éducation 2020-2030, qui repose sur trois axes principaux : l'accès, la qualité et la gouvernance.

1.2.2 Prise en compte des résultats du projet Ressources éducatives dans la revue du PAQUET au Sénégal

INTERVENANT :

Bassirou Sow, Chargé du suivi du projet Ressources éducatives au Projet du ministère de l'Éducation pour le développement du Télé Enseignement, Sénégal

Au Sénégal, une analyse diagnostique a été réalisée en 2022 avec l'appui de l'UNESCO. Elle visait à renforcer la souveraineté nationale en matière de production de RE adaptées et accessibles, afin de réduire la dépendance extérieure, d'assurer la cohérence pédagogique et de valoriser les expertises locales.

Parmi les principales recommandations issues de cette analyse figurent, d'une part, la structuration d'un écosystème local de production des RE. Celui-ci passe par la mise à jour de la politique nationale des manuels scolaires, le renforcement des dispositifs existants, la création et l'équipement d'infrastructures clés (magasins de stockage, centres de documentation intégrés), ainsi que la facilitation des productions locales de RE numériques et de REL. D'autre part, le renforcement de la gouvernance et des capacités nationales constitue un axe prioritaire. Cet objectif repose sur la mise en place d'un suivi régulier et pérenne, la formation des enseignants à l'utilisation des RE, la promotion de la production locale de contenus numériques et REL, ainsi que la garantie d'un financement stable pour soutenir la chaîne locale de production.

L'intégration des résultats de cette analyse diagnostique dans la revue du Projet d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQUET) apparaît également comme une recommandation majeure. Il s'agit en particulier d'inscrire, au sein des axes stratégiques du PAQUET, les éléments relatifs aux REL, de prioriser la production locale dans les actions programmées, et de prévoir des financements pour soutenir l'innovation locale.

Plusieurs efforts ont ainsi été déployés pour intégrer les résultats du projet Ressources éducatives dans la révision en cours du PAQUET, notamment à travers :

- L'inclusion de la dimension « REL » dans les axes stratégiques ;
- La priorisation de la production locale dans les actions programmées ;
- La prévision de financements en appui à l'innovation locale.

1.2.3 Prise en compte des résultats du projet Ressources éducatives dans l'élaboration de la Politique Ministérielle de Ressources Éducatives (PMRE) à Madagascar

INTERVENANTE :

Elisah Razafimanantsoa, Directrice du Développement des Intrants Scolaires, Madagascar

À Madagascar, l'analyse diagnostique a mis en évidence plusieurs défis majeurs à relever pour développer une politique efficace de RE :

- Les RE existent, mais demeurent sous-exploitées : 70 % des enseignants ne les utilisent pas, principalement faute de formation adéquate.
- Les financements consacrés aux RE restent insuffisants.
- Certains manuels, reçus sous forme de dons de l'étranger, sont inadaptés au contexte national (références socioculturelles et économiques, langue, etc.).
- Les conditions géographiques du pays, notamment l'éloignement de certaines zones et l'insuffisance des infrastructures routières, entravent l'accès équitable aux RE.
- La formation des enseignants et des concepteurs de RE reste limitée.
- Les infrastructures dédiées aux RE (stockage, sécurisation, exploitation, laboratoires, centres de documentation, bibliothèques) sont vieillissantes ou insuffisantes.
- La production de matériels didactiques spécifiques demeure insuffisante.

Face à ces constats, plusieurs recommandations ont été formulées dans le cadre de l'analyse diagnostique :

- Établir un « Profil Minimum de Ressources Éducatives » (PMRE) ;
- Réaliser un diagnostic et une évaluation systématiques des RE existantes ;
- Renforcer les mécanismes de suivi, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, concernant la production et l'approvisionnement en RE, ainsi que la mesure de leur impact ;
- Assurer une digitalisation progressive et raisonnée des RE.

La Stratégie nationale de production et de diffusion des RE, en cours de développement, a pour objectif global d'optimiser les résultats d'enseignement-apprentissage en misant sur les RE.

Parmi les actions déjà engagées par le pays, on peut mentionner :

- La production de dictionnaires bilingues et trilingues ;
- La réalisation de guides et de modules d'encadrement destinés aux encadreurs locaux ;
- La production et la dotation en livres et manuels scolaires, y compris des supports spécifiquement adaptés aux enfants en situation de handicap ;
- La traduction et la mise en ligne de certaines ressources ;
- L'organisation d'événements autour des RE, comme des concours de lecture ;
- La mise en place d'actions de renforcement des capacités des enseignants en matière de RE ;
- La production de matériels didactiques et pédagogiques (jeux éducatifs, tableaux interactifs, sciences box, etc.).

Les perspectives envisagées par Madagascar portent sur :

- La mise en place d'une politique nationale de RE, fondée sur l'implication des différents acteurs de la communauté éducative et le développement de partenariats public/privé ;
- La production de RE diversifiées, combinant formats physiques et numériques, ainsi que des canaux audios et visuels ;
- La mise en place d'un système d'approvisionnement et de distribution inclusif et équitable ;
- La poursuite du développement de coins lecture dans les établissements ;
- La production de RE endogènes ;
- La capitalisation et la valorisation des bonnes pratiques en matière de RE.

1.2.4 Prise en compte des résultats de l'analyse diagnostique de la chaîne des ressources éducatives dans l'élaboration du Plan Sectoriel Éducation (PSE) aux Comores

INTERVENANT :

Bakary Mouze Mogne, Responsable du suivi et évaluation de la Politique et des Programmes d'Éducation et d'Enseignement, Comores

L'analyse diagnostique a été réalisée sur une période de dix jours par l'application de l'outil méthodologique produit en phase 1.

La collecte a toutefois été confrontée à certaines contraintes, notamment la période peu favorable de son déroulement, en raison de la fermeture des établissements scolaires publics et privés liée à la fin de l'année scolaire. Des retards ont également été observés dans la saisie des données à cause du temps écoulé entre leur collecte et leur traitement.

Plusieurs leçons ont été tirées de ce processus, en particulier la bonne collaboration entre les différentes parties prenantes impliquées : l'UNESCO, le cabinet CAYAMBE et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement, de la Recherche scientifique, de la Formation et de l'Insertion professionnelle des Comores (MENERSFP). L'analyse a par ailleurs été intégrée dans les processus de planification, ce qui ouvre des perspectives pour l'intégration de ses recommandations dans la stratégie nationale de RE ainsi que dans la révision du Plan sectoriel de l'éducation.

1.3 AMÉLIORER LA STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE JEUNESSE : EXEMPLES RÉUSSIS ET IMPACT POSITIF SUR LA COLLABORATION PUBLIC-PRIVÉ

MODÉRATRICE :

Agnès Debiage, Consultante internationale en écosystèmes et dynamiques du livre en Afrique

Dans un contexte où l'accès à des ressources éducatives de qualité demeure un défi majeur en Afrique subsaharienne francophone, la structuration de la chaîne du livre jeunesse apparaît comme un levier stratégique essentiel. Elle repose sur une collaboration étroite et durable entre les acteurs publics, privés et ceux de la société civile, dans une logique de complémentarité et de co-construction.

Ce panel a exploré les dynamiques de coopération existantes, ainsi que les conditions favorables à la mise en place d'un écosystème du livre plus solide, mieux coordonné et plus productif. Les échanges ont mis en lumière plusieurs initiatives inspirantes, démontrant l'impact tangible d'une structuration concertée du secteur sur la professionnalisation des acteurs, la valorisation de la production locale et la durabilité des actions engagées.

Deux axes principaux ont guidé la discussion : le rôle des festivals et salons du livre dans le renforcement de l'écosystème national du livre ainsi que l'exemple du parcours de structuration de la chaîne du livre à Madagascar, modèle de coopération réussie entre acteurs publics et privés.

Ces retours d'expérience confirment qu'une structuration cohérente et participative du livre jeunesse constitue un moteur déterminant pour le développement culturel, éducatif et économique des pays africains.

1.3.1 Le rôle des festivals et des salons du livre dans le renforcement de l'écosystème national du livre

INTERVENANTS :

Simon Dzokotoe, Directeur de l'association Lire au Togo, organisateur du SALIJEL, Togo

Emile Fakorede, Chargé de l'espace jeunesse à la Bibliothèque nationale, ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, Bénin

Patricia Ravoarimalala, Responsable du département de la chaîne du livre au ministère de la Culture et de la Communication, Madagascar

Le renforcement de l'écosystème du livre passe par une compréhension et une valorisation de l'ensemble de la chaîne, depuis l'auteur et l'illustrateur jusqu'au libraire. Cette chaîne de valeur permet non seulement de faire rayonner la production littéraire nationale, mais aussi de fédérer les acteurs concernés (créateurs, éditeurs, diffuseurs, libraires, institutions publiques et acteurs associatifs) autour d'un objectif commun : le développement durable du secteur du livre.

Les festivals et salons du livre jouent, à ce titre, un rôle structurant. Ils constituent à la fois un cadre de rencontre et de collaboration et un espace de visibilité et de concurrence saine pour les acteurs du secteur. Dans un contexte où les associations professionnelles demeurent inégales selon les pays et peinent parfois à représenter l'ensemble des métiers du livre, ces événements apparaissent comme des lieux d'expérimentation, de dialogue et de co-construction.

Vers une meilleure coordination des acteurs

Une meilleure connaissance des différents maillons de la chaîne, l'écoute des freins rencontrés et la recherche de solutions communes sont essentielles pour renforcer les synergies entre les acteurs. Cela suppose :

- d'impliquer dès la conception des événements des représentants de chaque maillon ;
- de clarifier les rôles et périmètres d'intervention ;

- et de considérer les professionnels du livre comme de véritables partenaires de politique culturelle, et non comme de simples bénéficiaires.

Dans son *Rapport sur l'industrie du livre en Afrique*¹, l'UNESCO souligne les fortes perspectives de croissance du secteur, tout en appelant à une professionnalisation accrue des acteurs et à une meilleure structuration des filières nationales. Le livre est ainsi reconnu comme un enjeu stratégique, tant pour l'éducation que pour les industries culturelles et créatives (ICC).

Favoriser la découvrabilité et la bibliodiversité

Festivals et salons du livre remplissent également une mission essentielle de découvrabilité. Ils contribuent à mettre à l'honneur :

- les auteurs et autrices locaux,
- les ouvrages valorisant la culture nationale et les langues locales,
- la littérature jeunesse, souvent méconnue ou sous-valorisée dans les événements littéraires.

Dans ce contexte de bibliodiversité, les salons offrent au public (notamment scolaire) l'occasion de découvrir une offre éditoriale adaptée à leurs besoins et à leur environnement culturel. Ils deviennent ainsi de véritables laboratoires de médiation culturelle et de formation des publics. Les festivals et salons du livre sont bien plus que de simples vitrines culturelles : ils sont des leviers stratégiques de structuration, de professionnalisation et de rayonnement de l'écosystème du livre. En consolidant le dialogue entre acteurs publics et privés, en valorisant les créations locales et en favorisant la bibliodiversité, ces événements contribuent directement à faire du livre un pilier durable de l'éducation et de la culture en Afrique.

Défis

- Manque de structuration en amont des événements et de coordination entre acteurs.
- Faible visibilité collective autour des initiatives liées à la chaîne du livre.
- Absence de bilan systématique limitant la capitalisation des apprentissages et des bonnes pratiques.
- Difficultés de pérennisation des actions une fois les programmes d'appui achevés.
- Insuffisance d'espaces de dialogue institutionnalisés entre les différents métiers du livre.

Perspectives

- Associer les acteurs de la chaîne du livre dès la phase de préparation des festivals et salons, afin de garantir une appropriation partagée.
- Clarifier et respecter les rôles de chaque maillon, dans une logique de complémentarité et non de concurrence.
- Renforcer et soutenir la professionnalisation par des formations ou ateliers en amont et en aval des événements.
- Instaurer des temps d'échanges individuels entre professionnels du livre et autorités publiques, notamment lors des inaugurations.
- Mettre en place des bilans systématiques pour évaluer l'impact des manifestations, capitaliser les bonnes pratiques et noter les suggestions pour l'année suivante.

1. UNESCO. (2025). *L'industrie du livre en Afrique*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000394051>

1.3.2 La structuration de la chaîne du livre, un levier essentiel pour le développement des ressources éducatives ? L'exemple de Madagascar

INTERVENANTS :

Mamimbahoaka Fetraniana Rakotondrasoava Andrianirina, Secrétaire général du ministère de la Communication et de la Culture, Madagascar

Voahirana Ramalanjaona, Vice-présidente de l'Association des Libraires de Madagascar (ALM)

Fanomezantsoa Razafimamonjiraibe, Directeur des Éditions Teny, Madagascar

Lancée en 2021, la phase 2 du programme Ressources éducatives à Madagascar a placé au cœur de son action la professionnalisation et la structuration de la chaîne du livre. Dès le démarrage, une journée de concertation a réuni l'ensemble des acteurs (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires et représentants institutionnels) afin d'identifier les besoins, les attentes et les freins propres au secteur. Sur cette base, un plan d'action sur deux ans a été élaboré par un expert sectoriel, combinant :

- des formations ciblées à destination des éditeurs et libraires,
- un accompagnement individualisé des structures,
- des ateliers interprofessionnels pour favoriser la concertation,
- la création d'une plateforme d'échanges permanente, toujours active à ce jour.

Cette méthodologie claire et participative a permis de renforcer les liens entre acteurs et d'instaurer une culture de coopération durable au sein du secteur.

Trois leviers se sont révélés déterminants dans la dynamique de transformation observée :

1. La montée en compétences des éditeurs et libraires, grâce aux formations et aux accompagnements individualisés, a amélioré la qualité et la diversité de la production locale.
2. Le dialogue interprofessionnel, instauré lors des ateliers, a favorisé la compréhension mutuelle entre métiers et permis une coordination plus fluide des actions.
3. Les appels à projets éditoriaux ont stimulé l'innovation et encouragé la production d'ouvrages mieux adaptés aux attentes du public.

Parallèlement, les mobilités internationales ont ouvert de nouvelles perspectives : elles ont permis d'élargir les catalogues à des thématiques contemporaines (jeunesse, société, environnement) et de favoriser la diffusion des ouvrages malgaches à l'étranger.

Cette dynamique a également eu un impact direct sur les librairies, où la production nationale bénéficie désormais de rayons dédiés et d'une meilleure visibilité en ligne. Un cercle vertueux s'est ainsi instauré entre éditeurs et libraires, renforçant la présence du livre malgache sur le marché. Les retours des lecteurs, longtemps peu exploités, sont devenus un indicateur essentiel pour orienter la production vers des genres porteurs : documentaire, jeunesse, roman policier, fiction contemporaine, entre autres. Les auteurs prennent désormais conscience de l'importance du lectorat, tandis que la reconnaissance du livre comme bien culturel et produit commercial contribue à professionnaliser l'ensemble du secteur.

Sur le plan institutionnel, la Bibliothèque nationale de Madagascar a joué un rôle moteur dans cette structuration, en dépit de moyens limités. Le ministère de la Communication et de la Culture s'est engagé à mobiliser ses leviers diplomatiques pour accroître la visibilité du livre malgache sur la scène régionale et internationale.

Cette expérience, fondée sur une méthodologie rigoureuse et adaptée au contexte local ainsi que sur une connaissance des dynamiques du secteur, a suscité l'intérêt d'autres délégations africaines. Elle est aujourd'hui considérée comme un modèle inspirant pour la mise en place d'écosystèmes du livre durables et cohérents.

L'expérience malgache illustre la valeur stratégique d'une structuration concertée de la chaîne du livre. La rédaction collective de la Charte des professionnels du Livre à Madagascar atteste du niveau de concertation des acteurs. En misant sur la professionnalisation, la coopération et la valorisation de la production locale, Madagascar démontre qu'un écosystème du livre bien organisé peut devenir un levier puissant pour le développement des ressources éducatives, la promotion de la lecture et le rayonnement culturel national.

Défis

- Écouter et impliquer en amont les différents maillons de la chaîne du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, acteurs associatifs, institutions) afin qu'ils puissent exprimer leurs besoins, attentes, idées.
- Impliquer une expertise sectorielle externe au marché, de la conception à la clôture du parcours de structuration
- Organiser régulièrement des ateliers interprofessionnels, pour maintenir le dialogue et renforcer les compétences.
- Pérenniser les espaces d'échanges mis en place, afin de favoriser la circulation d'informations, la mutualisation de ressources et la coordination d'initiatives.
- Valoriser les festivals du livre et opérations ponctuelles comme moments fédérateurs de promotion du livre malgache et de la production locale.

Perspectives

- Observer l'évolution du marché du livre, tant au niveau national qu'international, pour anticiper les tendances et adapter les stratégies de production et de diffusion.
- Renforcer l'implication de l'État en faveur de l'accompagnement et du soutien à la chaîne du livre.
- Accompagner les acteurs autour d'événements fédérateurs afin de consolider les réseaux professionnels et d'assurer une coordination durable.
- Poursuivre la professionnalisation à travers des formations différenciées selon les métiers (auteurs, illustrateurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires), en mettant l'accent sur les compétences créatives et numériques.
- Soutenir la diffusion des livres locaux en encourageant la création d'espaces dédiés dans les librairies, ainsi qu'en développant des stratégies de visibilité en ligne et de partenariats régionaux.

Thème 2. Améliorer la qualité des ressources éducatives dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone

La qualité des RE, manuels scolaires, livres de jeunesse et outils numériques est au cœur des apprentissages. Pourtant, des défis persistent : contenus peu adaptés aux contextes locaux, manque de diversité culturelle et linguistique ou encore accessibilité limitée. Pour garantir des apprentissages solides, il est essentiel de renforcer les standards de conception, d'évaluation et de production de ces supports. De nombreux pays s'engagent déjà dans cette voie, en structurant leurs processus de validation, en définissant des normes de qualité partagées et en intégrant les dimensions culturelles et linguistiques dans les contenus.

Ce thème explore trois axes complémentaires : i) l'évaluation de la qualité des manuels scolaires au programme dans dix pays d'Afrique francophone (Madagascar, Togo, Sénégal, Burundi, Bénin, Niger, Guinée, Congo, Mauritanie, Tchad), ii) la formalisation de normes de qualité des RE, y compris numériques, et iii) le rôle du livre de jeunesse, notamment multilingue, comme levier pédagogique et identitaire. Ces axes constituent des pistes d'action pour faire évoluer les pratiques et renforcer la qualité des ressources mises à disposition des élèves en Afrique francophone subsaharienne autour desquels les échanges ont été structurés.

2.1 ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DES MANUELS SCOLAIRES DANS DIX PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE : LEÇONS APPRISES ET PERSPECTIVES

MODÉRATRICE :

Afsata Paré-Kaboré, professeure titulaire à l'Unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines de l'Université de Koudougou et directrice du Laboratoire de Psychologie, andragogie, mesure et évaluation et de politiques éducatives

Des RE diversifiées, de qualité, produites abondamment, largement diffusées et accessibles aux élèves sont indispensables pour des activités d'enseignement et d'apprentissage de qualité. Toutefois, les ressources pédagogiques et didactiques restent insuffisantes dans les écoles et peu de pays mettent en œuvre la recommandation de l'octroi d'un manuel de lecture et d'un manuel de mathématique par élèves. Selon le Global Education Monitoring Report de 2016, 30 élèves partagent un seul manuel en moyenne, 14 élèves pour un manuel de mathématiques et 12 pour un manuel de lecture.

2.1.1 L'évaluation de la qualité des manuels scolaires (EQMS) : Une exigence pour les pays

INTERVENANT :

Youssouf Ouattara, Responsable principal du projet, UNESCO Dakar

L'évaluation de la qualité des manuels scolaires au programme est une exigence pour le renforcement de la qualité des apprentissages. Ainsi, le projet Ressources éducatives a inscrit la problématique de l'amélioration de la qualité des RE dès son initiation en 2020. À travers un partenariat technique institutionnel avec la CONFEMEN, le projet a élaboré une méthodologie d'évaluation de la qualité des RE, notamment les manuels au programme dans des disciplines clés (français, mathématiques, science de la vie et de la terre, physique et chimie), afin de soutenir les pays dans la conduite de cette évaluation et dans l'élaboration de feuilles de route d'amélioration de la qualité des manuels.

L'évaluation s'inscrit dans une volonté de mettre en œuvre une approche de co-construction avec les pays selon une perspective d'appropriation s'inscrivant dans un processus d'amélioration continue des manuels. La grille d'évaluation utilisée a ainsi été développée de manière coconstruite par une expertise internationale et par les équipes pays sous la supervision de la CONFEMEN et de l'UNESCO. Ceci a permis d'instaurer un ancrage de l'activité comme une priorité d'action auprès des pays en commençant par les membres de la CONFEMEN.

2.1.2 Le rôle du programme PACTE dans l'accompagnement des pays pour l'évaluation de la qualité des manuels scolaires

INTERVENANT :

Guy Roger, Chef de division de l'observatoire de la qualité de l'éducation, CONFEMEN

L'évaluation de la qualité des manuels scolaires au programme est réalisée en partenariat technique institutionnel entre l'UNESCO et la CONFEMEN. Pour l'UNESCO, cette activité est menée à travers le projet Ressources éducatives. Du côté de la CONFEMEN, elle est pilotée par le Programme d'Appui au Changement et à la Transformation de l'Éducation (PACTE) qui possède six domaines principaux d'intervention :

1. Éducation et protection de la petite enfance : pour fournir une base solide pour l'apprentissage futur ;
2. Ressources éducatives : pour assurer l'accès à des outils d'apprentissage essentiels ;
3. Curriculum : pour façonner l'expérience éducative avec des sujets pertinents ;
4. Assurance qualité des enseignants : afin de maintenir des normes élevées dans la formation des enseignants ;
5. Enseignement technique et professionnel : pour préparer aux métiers ;
6. Financements de l'éducation : pour soutenir la croissance et l'accessibilité de l'éducation.

L'évaluation a un triple objectif. D'une part, elle vérifie la conformité des manuels aux standards internationaux et aux attentes et besoins des pays. D'autre part, elle identifie les aspects positifs et les aspects à améliorer. Enfin, l'évaluation permet de proposer des recommandations pour améliorer la qualité des manuels dans les pays bénéficiaires de cette activité.

Cette évaluation a été réalisée dans dix pays du projet. Durant la phase pilote (2021-2022), l'évaluation a été menée dans six pays : Bénin, Burundi, Madagascar, Niger, Sénégal et Togo. Durant la phase 2 (2023-2024) du projet, dans quatre pays : République du Congo, Guinée, Mauritanie et Tchad.

Dans ces dix pays, un total de deux cent vingt-neuf (229) manuels scolaires ont été évalués dans les quatre disciplines clés que sont le français, les mathématiques, les sciences de la vie et de la terre (SVT) et la physique-chimie. À travers une extension sur financement de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) Suisse, trois autres pays hors projet, la Côte d'Ivoire, le Gabon et Maurice, ont bénéficié de l'évaluation de la qualité des manuels scolaires.

Trois dimensions principales sont évaluées :

1. **La dimension éditoriale, technique et ancrage socioculturel** afin d'analyser les conditions matérielles de production des manuels scolaires et le travail des intervenants dans la chaîne du livre.
2. **La dimension pédagogique** pour identifier l'adéquation avec l'approche curriculaire, le développement de l'autonomie de l'élève, l'évaluation des acquis et la contribution au développement des valeurs.
3. **La dimension didactique** visant à analyser les contenus disciplinaires, la démarche et la progression des apprentissages, types d'activités et exploitation des supports pédagogiques.

À partir de la phase 2, certaines innovations ont été mises en place. La grille d'évaluation a été numérisée et automatisée pour téléphones intelligents, tablettes et PC. Elle est conforme aux standards internationaux et adaptée aux contextes des pays participants. Par ailleurs, les équipes pays ont été élargies de douze à quatorze membres avec l'intégration d'une personne avec des compétences en numérique et d'un spécialiste de l'ancrage socioculturel. Au total, cent cinquante-deux (152) évaluateurs nationaux ont été formés.

2.1.3 Mise en œuvre, résultats, défis et recommandation EQMS au Burundi

INTERVENANT :

André Nduwimana, Directeur général des Curricula et des Innovations pédagogiques, Burundi

Au Burundi, plusieurs défis ont été identifiés en matière de production et de gestion des RE :

- Faible maîtrise du processus de production des manuels scolaires et d'acquisition de REL de qualité ;
- Inexistence d'une maison nationale pour l'édition des manuels scolaires et l'évaluation de la qualité des ressources pédagogiques libres ;
- Manque de financement pour organiser des échanges d'expériences avec d'autres pays.

Les leçons tirées du processus montrent plusieurs avancées importantes :

- Une grille d'analyse conforme aux standards internationaux et adaptée au contexte national est désormais disponible ;
- Une nécessité permanente de former les concepteurs de programmes et les relecteurs (inspecteurs) à l'exploitation de cette grille pour l'évaluation des manuels scolaires ;
- L'importance d'organiser des formations régulières sur la conception, l'élaboration et l'évaluation des outils didactiques ;
- L'intérêt stratégique de mettre en place une plateforme africaine d'échange de ressources pédagogiques nationales et libres, afin de favoriser les échanges d'expériences et l'enrichissement culturel.

Les recommandations se déclinent autour de trois axes :

1. Institutionnel et curriculaire :

- Renforcer la mise en cohérence des manuels avec les orientations du cadre curriculaire national ;
- Garantir la cohérence pédagogique et didactique dans l'ensemble des manuels produits.

2. Formation :

- Renforcer les capacités des évaluateurs et des concepteurs ;
- Former les éditeurs, illustrateurs et graphistes aux spécificités du manuel scolaire.

3. Conception :

- Favoriser l'interdisciplinarité dans les manuels ;
- Intégrer davantage les compétences de vie recommandées par les instances éducatives.

La mise en œuvre de ces recommandations est amorcée au niveau des 3 axes :

1. Institutionnel et curriculaire :

- Prise en compte des faiblesses identifiées lors de l'élaboration des outils pédagogiques ;
- Organisation de consultations avec les acteurs de l'éducation pour garantir la prise en compte du cadre d'orientation curriculaire dans la conception des manuels.

2. Formation :

- Formation sur l'évaluation curriculaire et la co-construction d'outils et de guides d'évaluation ;
- Formation à la démarche de conception des ressources pédagogiques et à leur évaluation.

3. Conception :

- Intégration progressive de l'interdisciplinarité et des compétences de vie dans les supports pédagogiques du quatrième cycle en cours d'élaboration.

2.1.4 Mise en œuvre, résultats, défis et recommandation EQMS en Mauritanie

INTERVENANT :

Naji Abdel Aziz, Directeur de la stratégie, de la planification et de la coopération au ministère de l'Éducation et de la Réforme du Système d'Enseignement, Mauritanie

En réponse aux défis observés, plusieurs recommandations ont été formulées pour améliorer la qualité des manuels scolaires et des RE :

- Intégrer dans les manuels des avant-propos clairs et bien structurés, définissant précisément les modalités d'utilisation ;
- Élaborer des guides destinés aux enseignants ainsi que des cahiers d'activités en appui aux manuels ;
- Faire des manuels des supports valorisant les référents communautaires, en tant que leviers de transmission des valeurs locales ;
- Intégrer l'interdisciplinarité et l'environnement immédiat de l'apprenant, conformément à l'approche par compétences (APC) au primaire et à la vision holistique au secondaire, comme le prévoient les programmes officiels ;
- Prendre en compte l'épistémologie des sciences et favoriser le développement de l'esprit critique des élèves ;
- Étendre l'évaluation aux ouvrages rédigés en arabe, en anglais et dans les langues nationales, afin de rendre les contenus plus accessibles ;
- Former les concepteurs et rédacteurs de manuels à l'intégration de l'ensemble des dimensions et critères inclus dans la grille d'évaluation adoptée ;
- Former les enseignants et les encadreurs pédagogiques à l'exploitation optimale des manuels conçus.

La mise en œuvre de ces recommandations a été amorcée à travers plusieurs actions :

- Un fonds de concours pour l'édition scolaire, ainsi qu'une dotation annuelle inscrite au budget de l'État, complétés par le soutien des partenaires techniques et financiers, ont été mis en place pour assurer la production, l'impression et la distribution des manuels scolaires ;
- Cette démarche vise à garantir l'équité et la qualité des apprentissages, en assurant la disponibilité des manuels à des prix étudiés et homogènes sur l'ensemble du territoire national ;
- Une planification pluriannuelle de la production et de la distribution des manuels est en cours d'élaboration, s'appuyant sur les données du SIGE ;
- L'implication croissante des communautés, via les comités de gestion des établissements scolaires (COGES), les parents d'élèves (PE) et les associations de parents d'élèves (APE), est encouragée dans les procédures de gestion des écoles ;
- Le cadre institutionnel est en cours d'amélioration, avec un réajustement des procédures de production et d'élaboration des manuels scolaires. La possibilité d'ouvrir cette production au secteur privé, en mettant fin au monopole de l'Institut Pédagogique national (IPN), est également envisagée dans une logique de partenariat public-privé ;
- Enfin, les opérations d'approvisionnement en manuels scolaires et en matériels didactiques font l'objet d'une digitalisation progressive.

2.1.5 Retour d'expériences sur la mise en œuvre, défis et perspectives pour les pays

INTERVENANT :

Alioune Badara Diop, Directeur de l'Institut national d'études et d'action pour le développement de l'éducation (INEADE), Sénégal

Les différentes évaluations menées dans les pays ont permis de dégager un ensemble de recommandations communes, appelant à un renforcement global des processus de production et d'évaluation des RE :

- La formation des concepteurs afin de renforcer les compétences des concepteurs de manuels scolaires afin d'améliorer leur maîtrise des dimensions éditoriales, pédagogiques et didactiques ;
- La certification des évaluateurs pour former et certifier des évaluateurs nationaux afin de garantir une évaluation experte et cohérente des manuels ;
- La professionnalisation du cycle en vue de professionnaliser l'ensemble du cycle de production (conception, relecture, édition) en s'appuyant sur des référentiels partagés ;
- L'amélioration de la validation pour renforcer les mécanismes de validation des manuels avant leur diffusion, notamment par la mise en place de comités pluridisciplinaires et d'un pilotage plus rigoureux ;
- La cohérence entre les différentes RE (manuel, guide de l'enseignant, cahier d'activités), afin de proposer aux enseignants un dispositif complet et intégré.

En ce qui concerne les perspectives et la mise en œuvre de ces recommandations, plusieurs actions sont envisagées au niveau régional, notamment avec la CONFEMEN :

- Former un noyau initial de 20 évaluateurs de manuels scolaires dans chacun des 13 pays ayant participé aux trois phases du processus ;
- Organiser un cycle régulier d'évaluation des manuels scolaires, en élargissant progressivement cette démarche à d'autres pays ;
- Mettre en place un dispositif d'assurance qualité, à travers la création d'un mécanisme régional dédié à la qualité des manuels scolaires ;
- Soutenir la production de RE mutualisables, en accompagnant les pays dans une démarche d'harmonisation des contenus.

2.2 NORMES ET STANDARDS DES RESSOURCES ÉDUCATIVES POUR LES PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE SUBSAHARIENNE : QUELLES AVANCÉES ?

MODÉRATEUR :

Youssef Ouattara, Responsable principal de projet, UNESCO Dakar

Ce panel met en avant le rôle stratégique des normes et standards dans le développement de RE de qualité, en particulier pour garantir l'assurance qualité, l'accessibilité et l'interopérabilité des contenus. Les échanges portent sur les solutions adaptées au contexte de l'Afrique subsaharienne, ainsi que sur les structures organisationnelles nécessaires pour soutenir l'usage de standards partagés, en vue notamment de la mutualisation des données numériques. Les intervenants présentent les standards utilisés dans les pays francophones, les démarches engagées pour formaliser des normes nationales, ainsi que les travaux menés avec plusieurs pays autour de la création de bases de données intégrant des structures de métadonnées minimales.

2.2.1 Standards et normes des ressources éducatives : enjeux et perspectives africaines

INTERVENANTE :

Ndeye Massata Ndiaye, Enseignante-chercheuse en informatique, spécialisée en numérique éducatif

L'adoption de normes et de standards techniques et pédagogiques représente une condition essentielle pour garantir la qualité, l'accessibilité et la mutualisation des RE dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone. Ces référentiels, qu'ils soient obligatoires (normes) ou souples (standards), permettent de structurer les contenus pédagogiques selon les objectifs d'apprentissage, de faciliter leur réutilisation entre établissements et pays, et d'assurer la compatibilité technique entre les plateformes grâce à des formats normalisés (SCORM, LOM, xAPI, Dublin Core). L'intégration des principes d'accessibilité et d'inclusion ainsi que l'alignement avec les REL sont également des axes clés. Pour avancer, il est recommandé d'adopter des standards ouverts (EPUB, HTML5, PDF/A), de mettre en place une gouvernance nationale multiacteurs, de former les professionnels à la conception et à l'utilisation de RE conformes aux standards, et de créer des plateformes nationales interconnectées à l'échelle régionale.

Défis :

- Faible maîtrise technique des standards et normes par les acteurs nationaux ;
- Manque de coordination entre ministères, agences techniques et éditeurs ;
- Difficulté d'appropriation des standards internationaux et des formats ouverts ;
- Absence de gouvernance claire dédiée aux RE.

Perspectives :

- Créer une gouvernance nationale multiacteurs pour les RE ;
- Former les acteurs à l'usage des standards et à la conception de RE conformes ;
- Sensibiliser les décideurs aux bénéfices des standards ouverts ;
- Adopter des référentiels accessibles, inclusifs et interopérables dès la conception des RE.

2.2.2 Normes et standards des RE : l'exemple de Djibouti

INTERVENANTE :

Roda Mahamoud Issa, Directrice générale du Centre de Recherche, d'Information et de Production de l'Éducation nationale (CRIPEN), Djibouti

Djibouti illustre une dynamique nationale structurée. Tous les niveaux éducatifs, des écoles préscolaires aux établissements de formation professionnelle, bénéficient d'une politique nationale intégrant des standards techniques et des critères de qualité des RE. Le système repose sur deux plateformes numériques (www.education.dj et www.bdrel.dj) regroupant des manuels imprimés, des ressources numériques et plus de 200 REL en formats vidéo et HTML. La chaîne de production est entièrement maîtrisée (conception, validation, impression, numérisation et diffusion) avec une mise à jour continue des contenus. L'utilisation de formats ouverts (PDF, EPUB, HTML5, MP4), de standards internationaux (SCORM, MLR) et de licences ouvertes (type CC) garantit l'interopérabilité et la réutilisation des ressources. La formation des enseignants à la production et à l'exploitation des REL est en cours de déploiement.

Défis :

- Absence d'une cellule de gouvernance dédiée aux REL et standards ;
- Formation insuffisante des enseignants à la création de REL ;
- Inégalités d'équipement numérique, notamment dans les zones isolées ;
- Absence d'un financement pérenne pour la production des RE ;
- Cadre juridique non formalisé pour la gestion des licences ouvertes.

Perspectives :

- Créer une structure nationale dédiée à la gouvernance des REL et des standards ;
- Renforcer les formations à la production et gestion des RE ;
- Améliorer l'équipement numérique des établissements reculés ;
- Instaurer une ligne budgétaire pérenne pour la production et la mise à jour des RE ;
- Formaliser un cadre juridique national pour les REL et les licences ouvertes.

2.2.3 Normes et standards des RE : l'exemple du Sénégal**INTERVENANT :**

Maguette Sow Diaw, Représentant de la Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation, Sénégal

Au Sénégal, la production et la gestion des RE s'appuient sur un cadre institutionnel consolidé : une Commission nationale d'agrément, un Comité d'évaluation des manuels et des structures dédiées à l'implémentation numérique comme la Division de la Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (DPTIC) et le Projet du ministère de l'Éducation pour le développement du télé-enseignement (PROMET). La stratégie nationale sur les REL est désormais intégrée à la Stratégie numérique pour l'éducation 2025-2029, assurant une approche cohérente entre ressources imprimées et numériques. Le pays privilégie une approche décentralisée pour renforcer la production locale et favoriser l'appropriation au niveau académique. Les critères d'inclusivité (genre, handicap, langues nationales) sont valorisés dans la production des contenus. L'instauration d'un cadre normatif pour les licences ouvertes, la mise à jour du catalogue de ressources et l'intégration des REL dans la formation initiale des enseignants figurent parmi les priorités.

Défis :

- Processus d'agrément séparé entre ressources imprimées et numériques ;
- Absence de cadre juridique clair sur les licences ouvertes ;
- Faible intégration des REL dans les formations initiales et continues ;
- Suivi-évaluation des RE insuffisant.

Perspectives :

- Unifier les procédures d'agrément des ressources imprimées et numériques ;
- Établir un cadre juridique formel pour la gestion et l'utilisation des REL ;
- Intégrer des modules sur les REL et les standards dans les formations des enseignants ;
- Mettre en place un dispositif permanent de suivi et d'évaluation des RE.

2.2.4 Déploiement des bases de données documentaires (BDD) : les résultats des pays et la structure de métadonnées**INTERVENANT :**

Valéry Tezo, Responsable de la mise en œuvre, Unité de conseil, Qualisys

Pour faciliter la mutualisation régionale, une structure commune de métadonnées a été élaborée et progressivement déployée dans six pays pilotes (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Mali, Sénégal et Togo). Ce noyau de métadonnées minimal, basé sur le standard Metadata for Learning Resources (MLR), permet l'indexation uniforme des ressources : titre, auteur, discipline, niveau, type de ressource, langue, durée, licence, etc. L'objectif est d'assurer l'interopérabilité entre les plateformes nationales via les protocoles OAI-PMH et Z39.50, et de favoriser le moissonnage et l'échange des ressources entre pays. Le diagnostic révèle que seules quelques plateformes nationales disposent déjà de

cette structuration, mais le déploiement généralisé permettra de faciliter l'accès aux ressources, de renforcer leur visibilité et d'appuyer la dynamique régionale de coopération éducative.

Défis :

- Fragmentation des plateformes avec peu de respect des standards d'indexation ;
- Faible interopérabilité entre bases nationales ;
- Manque de formation des documentalistes et développeurs sur les métadonnées.

Perspectives :

- Adopter systématiquement le schéma MLR dans toutes les plateformes nationales ;
- Harmoniser les bases de données et aligner les structures existantes sur la structure commune ;
- Former les gestionnaires techniques et les documentalistes à la gestion des métadonnées ;
- Prévoir un appui technique régional pour accompagner les pays dans le déploiement.

2.3 RÔLE DU LIVRE DE JEUNESSE : CONTENUS ADAPTÉS AUX PROGRAMMES SCOLAIRES, AUX CONTEXTES SOCIOCULTURELS ET AU NIVEAU DE LECTURE DES ÉLÈVES (PRODUCTION MULTILINGUE)

MODÉRATRICE :

Agnès Debiage, Consultante internationale en écosystèmes et dynamiques du livre en Afrique

Le livre de jeunesse occupe un rôle structurant dans les parcours d'apprentissage à travers deux axes complémentaires : i) le développement des livres bilingues, adaptés aux contextes multilingues africains et essentiels pour l'apprentissage simultané des langues, la valorisation des identités et la transmission culturelle, ii) la production de contenus de qualité, ancrés dans les réalités sociales, culturelles et environnementales, afin de favoriser l'identification des enfants, leur curiosité et leur éveil aux enjeux locaux.

La richesse des échanges souligne l'importance d'innover dans les pratiques éditoriales et pédagogiques pour proposer des ressources éducatives inclusives, durables et profondément enracinées dans les réalités africaines contemporaines.

2.3.1 Livre bilingue : enjeux et impacts

INTERVENANTS :

Razanariaka Vololomampisa Lalao Elina, Editions Mpariaka Boky, Madagascar

Souleymane Gueye, Éditions Saaraba et Librairie Plumes du Monde, Sénégal

La langue maternelle comme fondement de l'apprentissage et du lien parent-enfant

L'apprentissage en langue maternelle constitue un facteur déterminant pour le développement cognitif, affectif et scolaire des enfants. Ce lien entre langue maternelle et réussite scolaire, largement documenté par la recherche en éducation et confirmé par l'expérience de terrain, fonde la pertinence d'une éducation multilingue inclusive.

Le livre bilingue joue, à ce titre, un rôle de passerelle entre la langue parlée à la maison et celle utilisée à l'école. Il facilite une transition progressive vers les langues officielles tout en respectant les rythmes d'apprentissage et les réalités linguistiques des enfants. Dans ce contexte, l'éducation multilingue permet aux enfants non seulement de mieux apprendre, mais aussi de se connecter à leur patrimoine culturel, de renforcer leur identité et leur estime de soi : un véritable vecteur d'enracinement et de confiance.

Ils participent également à la consolidation du lien parent-enfant : en offrant un support de lecture accessible à tous, ils encouragent la lecture partagée et la transmission intergénérationnelle, créant ainsi un espace d'échange et de complicité autour du livre.

Défis :

- Insuffisance du soutien institutionnel et du financement adapté ;
- Manque d'unité orthographique, de terminologie pédagogique et de normes de traduction, compliquant l'intégration des langues locales dans le système éducatif formel ;
- Déséquilibre persistant entre les langues locales et les langues officielles.

Perspectives :

- Renforcer la reconnaissance officielle des livres bilingues comme outils pédagogiques à part entière ;
- Développer un marché potentiel, notamment à travers le numérique ;
- Former les enseignants à l'usage pédagogique des ouvrages multilingues ;
- Favoriser le cofinancement public-privé pour soutenir la production locale ;
- Impliquer davantage les familles et les communautés dans la promotion de la lecture bilingue ;
- Sensibiliser le grand public aux bénéfices du multilinguisme ;
- Renforcer les capacités des auteurs, traducteurs et éditeurs.

Le livre bilingue apparaît ainsi comme un levier de cohésion linguistique et culturelle, au service d'un apprentissage inclusif et ancré dans les réalités africaines.

2.3.2 Mieux s'approprier son histoire, sa culture et ses valeurs via la littérature jeunesse

INTERVENANTS :

Rahma Aboubacar, Présidente des éditions Pomme d'humour, Comores

Fanomezantsoa Razafimamonjiraibe, Editions Teny, Madagascar

Thierry Adjovi, Directeur Adjoint de l'Inspection et de l'Innovation pédagogique, Bénin

Il est important pour l'enfant de découvrir son environnement, son patrimoine et sa culture dès le plus jeune âge. Cette connaissance nourrit son identité, son estime de soi et son sentiment d'appartenance. Les livres jeunesse adaptés aux réalités locales jouent un rôle essentiel dans cette construction, en offrant des repères familiers et en valorisant les langues et traditions souvent absentes des programmes scolaires. Ces ressources éducatives favorisent la curiosité, le dialogue intergénérationnel et une appropriation active des savoirs. Pour répondre aux besoins du système éducatif, les contenus doivent être bilingues, abordables, et traiter de thématiques essentielles, mais souvent négligées, comme la santé ou la mort, en lien avec les réalités locales. Une coopération étroite entre éditeurs et institutions est nécessaire pour concevoir des livres adaptés aux besoins des élèves et enseignants. Cette synergie garantit la pertinence pédagogique et facilite l'intégration des ouvrages dans les curricula. Enfin, une coopération régionale est indispensable pour mutualiser les coûts et enrichir les collections. La coédition, le partage de droits ou la circulation d'ouvrages en langues communes sont des pistes concrètes. Ces dynamiques favorisent une production éditoriale panafricaine ancrée, inclusive et durable.

Défis :

- Manque de diversité culturelle et linguistique dans les ouvrages ;
- Peu de formation des auteurs et illustrateurs locaux ;
- Fragile structuration entre les différents acteurs (parents/éducateurs/famille) ;
- Inexistence d'une structuration interrégionale.

Perspectives :

- Développer des collections documentaires accessibles et illustrées ;
- Encourager la création d'histoires fictionnelles avec des héros locaux ;
- Valoriser activement les richesses culturelles locales dans les contenus ;
- Favoriser des formats variés et innovants et créer des séries et collections cohérentes ;
- Encourager la coopération régionale entre éditeurs ;
- Intégrer les titres jeunesse aux bibliothèques scolaires.

Thème 3. Optimiser la mutualisation des ressources éducatives en Afrique subsaharienne francophone : quels leviers pour une coopération durable ?

Dans un contexte de ressources limitées et de défis partagés, la coopération régionale et la mutualisation des RE représentent des leviers puissants pour renforcer l'accès à une éducation de qualité en Afrique francophone subsaharienne. Le développement des bases de données documentaires, soutenu par le numérique, offre de nouvelles perspectives pour partager des contenus pédagogiques entre pays. Mais pour que cette dynamique porte ses fruits, il est important d'assurer l'interopérabilité des systèmes, de renforcer les compétences techniques nationales et de garantir une gouvernance collaborative de ces outils. Au-delà des infrastructures, c'est une logique de production et de diffusion collective qui émerge : repérer, promouvoir et adapter des ressources existantes à l'échelle régionale permet de répondre plus efficacement aux besoins des systèmes éducatifs, tout en valorisant les spécificités nationales. Ce thème propose de relancer la réflexion sur les méthodologies de mutualisation et de coopération entre pays. Il fait siennes les conditions concrètes d'un partage réussi : coordination des acteurs, normes communes, outils interconnectés, et volonté politique. Une ambition : faire de la mutualisation un vecteur d'équité, d'efficacité et d'innovation au service des élèves de la région.

3.1 CAS DU NUMÉRIQUE ET AVENIR DES BASES DE DONNÉES DOCUMENTAIRES : L'INTEROPÉRABILITÉ DES BASES DE DONNÉES ET LE DÉVELOPPEMENT CONTINU DES CAPACITÉS DES MINISTÈRES

MODÉRATRICE :

Ndeye Massata Ndiaye, Enseignante-chercheuse en informatique, spécialisée en numérique éducatif

Ce panel aborde les enjeux liés au développement, à la gestion et à la diffusion des RE numériques dans les pays partenaires. Accéléré par la crise de la COVID-19, l'usage des technologies dans l'éducation met en évidence la nécessité de structures pérennes pour héberger et valoriser les contenus éducatifs numériques. Le projet Ressources éducatives soutient le déploiement de bases de données documentaires (BDD) en appui à la création de bibliothèques numériques interopérables. Les interventions des panélistes présentent les avancées techniques et stratégiques réalisées dans plusieurs pays, dont le Togo et Djibouti, ainsi que les défis rencontrés, notamment en matière d'harmonisation des métadonnées et de traçabilité des ressources. La session ouvre également la réflexion sur les opportunités de mutualisation entre pays.

3.1.1 BDD : architecture, fonctionnalités et développement dans les pays

INTERVENANT :

Valery Tezo, Responsable de la mise en œuvre, Unité de conseil, Qualisys

Le développement des bases de données documentaires (BDD) s'impose comme une priorité pour structurer, stocker et mutualiser les RE dans les systèmes éducatifs africains. La structuration des ressources et la création d'entrepôts numériques nationaux pérennes visent à favoriser une gestion harmonisée des contenus pédagogiques. Le choix de la solution PhpMyBibli (PMB), un logiciel libre et open source, permet aux pays de disposer de plateformes modulables, interopérables et personnalisables, intégrant des structures de métadonnées adaptées. Six pays pilotes (Bénin, Congo, Djibouti, Guinée, Madagascar, Togo) ont bénéficié d'un appui pour le développement de

leurs plateformes. Celles-ci sont désormais sécurisées, budgétisées et intégrées dans les stratégies éducatives nationales. Les premières bases de données contiennent des catalogues de ressources référencées et accessibles. L'architecture technique proposée repose sur un serveur hébergeant les ressources et permettant leur accès par différentes couches : interface utilisateur, gestion applicative, indexation. L'interopérabilité des systèmes est assurée via des connecteurs et des structures de métadonnées communes. La maintenance, la sécurité et l'accessibilité sont considérées comme des éléments critiques pour garantir la pérennité des plateformes.

Défis :

- Pénurie de ressources pédagogiques numériques à intégrer dans les BDD ;
- Absence de normalisation dans la gestion et le référencement des ressources ;
- Isolement des initiatives nationales, limitant la collaboration régionale ;
- Problèmes d'accessibilité et de connectivité dans de nombreuses zones ;
- Manque d'outils numériques adaptés pour assurer l'accès aux plateformes.

Perspectives :

- Favoriser la connectivité dans les établissements scolaires ;
- Améliorer l'accessibilité des ressources via des plateformes ergonomiques et inclusives ;
- Harmoniser les bases de données nationales et renforcer leur interopérabilité ;
- Généraliser l'usage des métadonnées normalisées ;
- Prévoir un mode d'accès hors-ligne pour les plateformes ;
- Renforcer les équipements numériques dans les établissements.

3.1.2 BDD du Togo : avancées, défis et perspectives

INTERVENANT :

Kossi Edoh Tchao, Aide-principal de projet, UNESCO Togo

Le Togo a développé sa plateforme nationale de RE numériques afin de centraliser, organiser et rendre accessible un ensemble diversifié de contenus pédagogiques : livres, cours, textes, rapports, etc. L'hébergement local, le choix de la solution PMB et la formation des personnels techniques et des documentalistes ont permis la mise en production progressive de la base de données. Le nom de domaine (<https://nusrope.education.gouv.tg>) a été attribué et le serveur sécurisé. La plateforme est opérationnelle et alimentée par une équipe dédiée mise en place par la Direction de l'Enseignement technique. La production de contenu est structurée : les documentalistes et informaticiens assurent le catalogage, tandis que l'équipe de producteurs contribue à l'alimentation régulière de la plateforme. La mutualisation des ressources, notamment des manuels scolaires, constitue une perspective clé.

Défis :

- Hétérogénéité des formats de ressources et absence de standardisation initiale ;
- Difficultés d'accessibilité aux ressources pour certains établissements ;
- Infrastructure numérique inégale pour l'hébergement et la circulation des données ;
- Nécessité de renforcer les compétences techniques des gestionnaires.

Perspectives :

- Continuer le processus de standardisation des formats de RE ;
- Améliorer l'accessibilité via le développement de modes hors-ligne et mobiles ;
- Pérenniser l'hébergement national et les infrastructures associées ;
- Renforcer la formation des équipes techniques et éditoriales ;
- Favoriser la mutualisation régionale des RE référencées dans la base.

3.1.3 BDD de Djibouti : avancées, défis et perspectives

INTERVENANT :

Osman Guelleh Egueh, Chef de service de la recherche pédagogique et de l'évaluation du Centre de Recherche d'Information et de Production de l'Éducation nationale, Djibouti

Djibouti a opérationnalisé sa plateforme nationale de RE, hébergée par Djibouti Telecom. La diversité des RE produites et indexées témoigne d'une dynamique forte : documents pédagogiques, supports d'évaluation, séquences d'apprentissage, ressources audiovisuelles. L'accent est mis sur la structuration des métadonnées et sur l'indexation adaptée aux ordres d'enseignement. La qualité pédagogique des ressources est garantie par les instances nationales de validation. Le pays a renforcé la capacité de ses équipes : enseignants, concepteurs, informaticiens et gestionnaires de base de données ont été formés et accompagnés. La mutualisation régionale des RE est envisagée via des tests d'interopérabilité avec les plateformes des autres pays pilotes. La distribution de matériels numériques (tablettes, smart classes) et la diversification des REL sont également au cœur de la stratégie.

Défis :

- Déficit énergétique et connectivité limitée dans certaines zones ;
- Maintenance complexe de la plateforme et des infrastructures associées ;
- Besoin d'un mode hors-ligne pour assurer l'accessibilité universelle ;
- Capacité technique limitée pour assurer une alimentation continue de la base.

Perspectives :

- Renforcer les infrastructures numériques et énergétiques ;
- Développer un mode hors-ligne de la plateforme pour les établissements non connectés ;
- Poursuivre la diversification des types et formats de REL ;
- Renforcer la mutualisation avec les autres pays via des dispositifs d'interopérabilité ;
- Consolider les équipes techniques par des formations continues.

3.1.4 Suivi des ressources éducatives : renforcer la traçabilité numérique

INTERVENANT:

Jacques Dang, Secrétaire du conseil d'administration d'AUNEGe et du conseil d'administration de L'Université Numérique

La traçabilité numérique des RE constitue un levier essentiel pour garantir leur visibilité, leur accessibilité et leur protection. Pour y parvenir, l'intégration de solutions techniques robustes, combinée au développement de métadonnées standardisées, joue un rôle clé. Ces éléments permettent non seulement d'améliorer l'interopérabilité entre les différentes plateformes, mais aussi d'assurer un suivi plus précis des usages des ressources. Dans ce cadre, la gestion des droits d'auteur, la sécurisation des contenus et la visibilité internationale des bases nationales deviennent des enjeux centraux, nécessitant une attention particulière. L'intelligence artificielle, en complément, pourrait contribuer à renforcer ces dispositifs en facilitant le suivi automatisé, l'analyse des usages et la recommandation personnalisée de contenus. Certains pays, comme Djibouti et le Togo, disposent déjà de plateformes opérationnelles leur permettant d'interagir et d'échanger des ressources. Toutefois, des contraintes subsistent, notamment en matière d'agrégation des métadonnées et de normalisation, qui freinent encore le plein potentiel de collaboration régionale et internationale.

Défis :

- Manque de visibilité externe des bases de données nationales ;
- Difficultés à agréger et interconnecter les métadonnées entre plateformes ;
- Contrainte technique sur la gestion des droits et la sécurité des contenus ;
- Insuffisance d'indicateurs sur l'accessibilité et l'ouverture des ressources.

Perspectives :

- Renforcer les infrastructures Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE) dans les établissements ;
- Améliorer la connectivité scolaire pour faciliter le déploiement des plateformes ;
- Soutenir la mutualisation des bases nationales en intégrant la traçabilité des ressources ;
- Développer le mode hors-ligne des plateformes pour favoriser l'accessibilité ;
- Exploiter les outils d'IA pour renforcer le suivi et l'analyse des usages.

3.2 REPÉRER, PROMOUVOIR ET PARTAGER AU NIVEAU REGIONAL LES RESSOURCES EDUCATIVES NATIONALES : QUELLES STRUCTURES POUR LA COOPÉRATION ?

MODÉRATEUR :

Alioune Badara Diop, Directeur de l'Institut national d'études et d'action pour le développement de l'éducation, Sénégal

La coopération régionale offre des opportunités clés pour la production mutualisée de RE. Dans un contexte où l'harmonisation des systèmes éducatifs devient une priorité, la collaboration entre pays africains se révèle à la fois pertinente et stratégique. Des expériences passées et récentes, telles que les manuels de la collection interafricaine de mathématiques, montrent que la mutualisation génère des économies d'échelle tout en répondant à une diversité accrue de besoins éducatifs. La session explore les modalités concrètes de production partagée : des comités pédagogiques interpays à la cocréation de kits pédagogiques, en passant par les initiatives d'IFADEM et de la CONFEMEN, ainsi que le retour d'expérience du Tchad dans une production mutualisée avec six autres pays. L'objectif est d'identifier les conditions de succès, les obstacles et les leviers pour favoriser une dynamique régionale durable de production et de partage des RE.

3.2.1 Soutien aux pays : comités pédagogiques spécialisés pour la mutualisation des ressources éducatives

INTERVENANT :

Youssouf Ouattara, Responsable principal du projet, UNESCO Dakar

La mutualisation des RE passe par la mise en place de comités pédagogiques spécialisés, chargés de concevoir, valider et harmoniser les ressources entre pays partenaires. Ces comités rassemblent des experts disciplinaires, des concepteurs pédagogiques, des éditeurs et des responsables ministériels. Leur objectif est de faciliter le partage de contenus en élaborant des référentiels communs, des guides méthodologiques et des modules mutualisés. Le processus est structuré autour de l'identification des besoins, de la formalisation des contenus pédagogiques, de la validation par les instances techniques et ministérielles, puis de la mise à disposition via des plateformes nationales et régionales. Ces comités permettent aussi une meilleure coordination des productions, évitent les redondances et favorisent la capitalisation des expertises nationales au service de la coopération régionale.

Défis :

- Absence ou faiblesse des structures nationales capables de piloter la mutualisation ;
- Disparités dans les pratiques pédagogiques et les curricula entre pays ;
- Difficultés de mobilisation des experts nationaux pour des travaux interpays ;
- Faible disponibilité des outils de travail collaboratif.

Perspectives :

- Formaliser des comités pédagogiques spécialisés au niveau national et régional ;
- Structurer un dispositif de coordination et de suivi des travaux mutualisés ;
- Repérer et travailler sur les socles de compétences communs aux pays et harmoniser les référentiels de production pour faciliter la production de ressources mutualisables ;
- Renforcer les outils numériques collaboratifs entre pays partenaires.

3.2.2 Production mutualisée des ressources éducatives par la CONFEMEN : expériences, défis et perspectives d'harmonisation des curricula en mathématiques

INTERVENANT :

Guy Roger Kaba, Chef de division Observatoire de la Qualité de l'Éducation/PACTE, CONFEMEN

La CONFEMEN a initié une démarche de production mutualisée de RE en mathématiques, visant à accompagner l'harmonisation des curricula dans plusieurs pays. Cette démarche repose sur la définition de noyaux de compétences communs, permettant de concevoir des modules et des séquences pédagogiques adaptés aux contextes nationaux. La méthode inclut la co-construction des contenus par des groupes d'experts de différents pays, la validation institutionnelle, puis la diffusion via des plateformes nationales. L'harmonisation régionale des curricula facilite cette mutualisation en réduisant les écarts de contenus entre systèmes éducatifs. La capitalisation des expériences permet également de renforcer les capacités nationales en matière de production de ressources didactiques de qualité.

Défis :

- Difficulté à harmoniser les curricula existants, en particulier dans les disciplines techniques ;
- Variabilité des niveaux de formation des enseignants et des approches pédagogiques ;
- Manque de financement stable pour soutenir les ateliers et la production de ressources mutualisées.

Perspectives :

- Accélérer l'harmonisation régionale des curricula, au moins sur des disciplines ciblées ;
- Renforcer les capacités nationales en ingénierie pédagogique pour appuyer la production mutualisée ;
- Mobiliser des financements spécifiques pour soutenir les processus interpays ;
- Structurer des dispositifs permanents de capitalisation des contenus produits.

3.2.3 IFADEM et la production des manuels des maîtres : une pratique de mutualisation des ressources didactiques

INTERVENANT :

Mona Laroussi, Directrice de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation

L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) soutient la production de ressources pédagogiques mutualisées, en particulier des manuels destinés aux enseignants

du primaire. Ces manuels des maîtres ont vocation à outiller les enseignants avec des ressources pratiques et contextualisées, utilisables dans plusieurs pays partenaires. Le processus comprend l'identification des besoins communs, la rédaction collaborative des contenus par des experts pédagogiques, la validation par les ministères et la diffusion des ouvrages via des plateformes numériques et des éditions imprimées. Ce modèle favorise la production à coût maîtrisé, la capitalisation des compétences nationales et l'amélioration de la formation continue des enseignants.

Défis :

- Rythme lent de production, en raison des processus de validation institutionnelle ;
- Difficulté à adapter les contenus aux spécificités locales sans perdre la dimension mutualisée ;
- Capacités limitées des institutions nationales pour diffuser efficacement les manuels.

Perspectives :

- Alléger et standardiser les procédures de validation des contenus ;
- Prévoir des adaptations locales sans remettre en cause la mutualisation initiale ;
- Renforcer les dispositifs de diffusion numérique et imprimée ;
- Former les enseignants à l'utilisation optimale de ces manuels dans leurs pratiques de classe.

3.2.4 Projet Ressources éducatives : retour d'expérience sur la production de kits pédagogiques au Tchad et recommandations

INTERVENANT :

Royoumta Madingue, Direction générale des Enseignements, des Apprentissages et de la Promotion civique, Tchad

Au Tchad, le projet Ressources éducatives a permis la production de kits pédagogiques composés de manuels scolaires, guides pour enseignants et matériels didactiques imprimés. Ces kits visent à répondre aux pénuries récurrentes de supports pédagogiques dans les écoles. La production a reposé sur une collaboration entre les équipes nationales, des partenaires techniques et des experts pédagogiques. Le processus a souligné l'importance d'adapter les contenus au contexte tchadien, tout en s'inspirant des expériences d'autres pays. L'expérience a montré que la mutualisation méthodologique (procédures, modèles de documents, schémas de validation) permet de gagner en efficacité et en qualité. La capitalisation des bonnes pratiques et la structuration des circuits de distribution sont des perspectives stratégiques pour le Tchad.

Défis :

- Production lente et logistique de distribution peu structurée ;
- Pénurie de moyens techniques pour reproduire et diffuser les ressources produites ;
- Difficulté à maintenir une qualité homogène dans les contenus pédagogiques.

Perspectives :

- Mutualiser davantage les modèles et procédures de production avec les autres pays ;
- Renforcer la logistique de distribution des kits dans les écoles ;
- Assurer un accompagnement pédagogique des enseignants pour une bonne utilisation des kits ;
- Pérenniser les mécanismes de production et de financement via une stratégie nationale dédiée.

Thème 4. Améliorer l'accès aux ressources éducatives en Afrique francophone : former les enseignants et renforcer les SIGE/RE pour une meilleure accessibilité et utilisation par les élèves

Garantir l'accès aux RE, c'est poser les fondations d'un apprentissage de qualité pour toutes et tous. Mais cet accès va bien au-delà de la simple disponibilité physique : il implique des contenus pertinents, accessibles partout, y compris dans les zones les plus reculées, ainsi qu'un écosystème capable d'en assurer la diffusion, l'usage et la durabilité. Dans ce cadre, plusieurs leviers sont à activer : former les enseignants à exploiter pleinement les ressources disponibles, renforcer les outils de gestion et de planification de l'éducation en intégrant les données relatives aux ressources dans les SIGE, et soutenir les initiatives de lecture et les réseaux du livre jeunesse. Le développement des REL et des outils numériques, même en mode low-tech, ouvre également de nouvelles perspectives d'inclusion. Ce thème propose d'explorer des solutions concrètes et adaptées aux réalités locales, tout en mettant l'accent sur l'implication conjointe des secteurs public, privé et de la société civile. L'objectif : rendre les RE disponibles, utilisables et utiles pour chaque élève et chaque enseignant, quel que soit le contexte.

4.1 FACTEUR ENSEIGNANT ET DISPONIBILITÉ EN RESSOURCES ÉDUCATIVES : LA FORMATION DES ENSEIGNANTS POUR UNE UTILISATION INNOVANTE DES RESSOURCES ÉDUCATIVES PAR LES ÉLÈVES

MODÉRATEUR :

Maurille Kpodanho, Directeur des systèmes d'information du MEMP, Bénin

Ce panel explore deux leviers complémentaires pour renforcer l'accès et l'usage des RE en contexte scolaire : la disponibilité physique de ces ressources dans les classes, via les coins lecture et bibliothèques scolaires et la formation des enseignants à leur usage pédagogique. Constatant que les manuels scolaires, notamment en français et mathématiques, restent souvent sous-utilisés ou mal exploités, le projet Ressources éducatives propose des formations ciblées pour renforcer les compétences des enseignants dans la conception et l'utilisation de ces outils. Les présentations permettent d'apprécier les retours d'expérience du Congo et de la Guinée en matière de formation, les pratiques innovantes visant à dépasser l'usage exclusif du manuel, ainsi que la mise en place réussie de coins lecture à Madagascar, en soulignant le rôle central de l'enseignant comme médiateur de ces espaces de lecture.

4.1.1 Appui aux enseignants : maîtriser l'élaboration et l'utilisation des manuels

INTERVENANT :

Omar Thiam, Responsable de projet, UNESCO-BIE

L'UNESCO, à travers son Bureau international d'éducation (BIE), soutient les pays africains dans l'amélioration des pratiques pédagogiques par la formation des enseignants à l'élaboration et à l'utilisation des manuels scolaires. Deux modules de formation ont été conçus, portant sur la rédaction et l'exploitation des manuels de français et de mathématiques. Ces modules visent à développer les compétences des enseignants en matière d'ingénierie pédagogique, en les formant à la conception de ressources adaptées aux niveaux des élèves et à l'intégration de RE dans leurs pratiques de classe. Les modules ont été validés et expérimentés dans deux pays pilotes (Congo et Djibouti), avec une adaptation progressive aux contextes nationaux.

Défis :

- Faible maîtrise des processus d'élaboration et d'exploitation pédagogique des manuels par les enseignants ;
- Insuffisance de formations initiales et continues centrées sur l'utilisation des RE ;
- Absence de cadre institutionnel structuré pour la production pédagogique locale.

Perspectives :

- Poursuivre le déploiement des modules de formation dans les pays ;
- Renforcer la formation initiale et continue des enseignants sur l'utilisation pédagogique des manuels ;
- Créer un cadre national de production pédagogique structuré et professionnalisé.

4.1.2 Formation à l'élaboration et l'utilisation des manuels scolaires en République du Congo : retours et perspectives

INTERVENANT :

David BOKE, Inspecteur général de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, République du Congo

En République du Congo, le projet Ressources éducatives appuie la formation des enseignants à l'élaboration et à l'utilisation des manuels scolaires. Le retour d'expérience met en avant une dynamique positive, soutenue par l'analyse critique des manuels existants, la production de fiches pédagogiques contextualisées, et le renforcement des compétences des enseignants. Le déploiement s'appuie sur des ateliers nationaux et un accompagnement technique. La stratégie sectorielle de l'éducation prévoit désormais une meilleure intégration des REL, la diversification des approches pédagogiques et le développement des compétences numériques.

Défis :

- Insuffisance des formations des enseignants à l'analyse critique et à l'exploitation pédagogique des manuels ;
- Faible intégration des REL dans les dispositifs nationaux ;
- Limitations logistiques pour déployer massivement les formations.

Perspectives :

- Mettre en place un cadre normatif des REL et les intégrer dans les pratiques pédagogiques ;
- Étendre les formations à l'ensemble des enseignants du primaire et du secondaire ;
- Assurer la pérennisation des dispositifs de formation via une stratégie du ministère en matière de formation.

4.1.3 Diversifier les pratiques pédagogiques : former les enseignants à l'usage des RE

INTERVENANTE :

Marie Carvalho, Coordonnatrice du programme APPRENDRE (AUF)

Le programme APPRENDRE favorise la diversification des pratiques pédagogiques en renforçant les compétences des enseignants à l'utilisation des RE. Trois axes structurent cette approche : les formations thématiques ciblées (lecture/écriture, mathématiques, TICE, évaluation), la production de ressources pédagogiques contextualisées, et l'appui à la recherche en éducation. La plateforme numérique associée permet de diffuser largement les ressources et supports de formation. Le renforcement des compétences numériques et l'utilisation de chaînes éditoriales professionnelles comptent parmi les leviers d'amélioration des pratiques pédagogiques dans les pays bénéficiaires du programme APPRENDRE.

Défis :

- Inégalités d'accès à la formation continue entre zones urbaines et rurales ;
- Capacités techniques limitées pour intégrer les TICE dans les pratiques de classe ;
- Faible exploitation des ressources pédagogiques existantes par les enseignants.

Perspectives :

- Étendre la formation en cascade des enseignants à toutes les régions ;
- Développer des modules de formation adaptés aux enseignants en zone rurale ;
- Renforcer les compétences numériques des enseignants et leur accompagnement ;
- Favoriser la production locale de ressources contextualisées.

4.1.4 Animer les coins lecture en classe : bonnes pratiques et recommandations

INTERVENANT :

Nicomed Benaivoharison Andrianomenjanahary, Directeur du Développement de la Formation initiale à L'Institut National de Formation pédagogique, Madagascar

La mise en place et l'animation de coins lecture dans les salles de classe constituent une stratégie essentielle pour favoriser la lecture plaisir et améliorer la maîtrise de la langue chez les élèves. L'expérience de Madagascar montre que la qualité de ces coins dépend autant de la disponibilité des livres que de la capacité des enseignants à les animer. Des formations ont permis de développer les compétences des enseignants pour organiser des activités ludiques autour de la lecture, créer des espaces attractifs et favoriser la participation active des élèves. L'animation régulière de ces espaces contribue au développement du langage, de la curiosité et de l'autonomie des enfants.

Défis :

- Insuffisance de formations spécifiques à l'animation des coins lecture ;
- Manque de ressources adaptées et disponibles dans les écoles ;
- Faible accompagnement pédagogique des enseignants.

Perspectives :

- Développer des formations ciblées sur l'animation des coins lecture ;
- Assurer un approvisionnement régulier en livres adaptés aux élèves ;
- Intégrer les coins lecture dans les programmes nationaux d'appui à la lecture.

4.1.5 Formation des maîtres en Guinée : usage des outils pédagogiques et avantages du projet Ressources éducatives

INTERVENANT :

Souleymane Sy Savané, Conseiller de Monsieur le ministre de l'Éducation et chargé des questions pédagogiques, Guinée

En Guinée, la réforme curriculaire est appuyée par le projet Ressources éducatives via la formation des enseignants à l'usage des outils pédagogiques. La production de ressources contextualisées et l'intégration des REL contribuent à moderniser les pratiques de classe. L'expérience guinéenne montre l'importance de combiner formation initiale et continue, de développer des approches participatives et de soutenir les enseignants dans la production de fiches pédagogiques locales. Les résultats mettent en évidence les bénéfices du projet sur l'amélioration des pratiques pédagogiques et sur l'appropriation par les enseignants des outils de gestion de classe.

Défis :

- Faible capacité institutionnelle pour organiser des formations en continu ;
- Difficulté à pérenniser la production de RE locales ;
- Insuffisance d'accompagnement pédagogique post-formation.

Perspectives :

- Renforcer le cadre national de production et diffusion des RE ;
- Organiser des dispositifs pérennes de formation continue pour les enseignants ;
- Accompagner les enseignants dans l'usage quotidien des outils pédagogiques ;
- Mettre en place un système de suivi-évaluation des impacts sur les pratiques de classe.

4.2 RENFORCEMENT DES SIGE/RE POUR UNE MEILLEURE PLANIFICATION ET GESTION DES RESSOURCES EDUCATIVES

MODÉRATEUR :

Bertrand Bissa, Directeur général des Études et Statistiques, République centrafricaine

Ce panel expose le lien entre les SIGE et la planification des RE. Il souligne comment une meilleure intégration des données sur la disponibilité, la distribution et les besoins en RE dans les SIGE oriente les politiques d'acquisition et optimise leur usage dans les écoles. À partir d'un diagnostic mené dans trois pays pilotes, notamment le Bénin, le Burundi et Madagascar avec l'appui de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) de l'UNESCO, le projet Ressources éducatives analyse les lacunes actuelles, les outils de planification existants et les perspectives d'amélioration. La session présente les constats issus de ces travaux, les défis rencontrés ainsi que les appuis apportés pour intégrer durablement les données sur les RE dans les outils de planification sectorielle.

4.2.1 Diagnostic des SIGE et intégration des données sur les ressources éducatives : constats et défis

INTERVENANT :

Pierre Chapelet, Spécialiste de programme Éducation, UNESCO Paris

Le diagnostic régional des SIGE a révélé des lacunes majeures en matière de collecte et de traitement des données relatives aux RE. Dans de nombreux pays, les informations disponibles restent parcellaires, inégales et peu fiables, limitant ainsi la prise de décision éclairée pour la planification des RE. Les bases de données ne couvrent que partiellement les besoins réels en manuels, matériels didactiques et ressources numériques. La gouvernance des données est souvent dispersée, sans un cadre cohérent pour centraliser et exploiter efficacement les informations disponibles. En l'absence de données intégrées sur les RE, les stratégies de distribution et d'approvisionnement sont basées sur des estimations imprécises, et les RE restent inégalement réparties entre établissements.

Défis :

- Faible disponibilité et fiabilité des données sur les RE ;
- Absence de bases de données intégrées dans les inspections scolaires ;
- Gouvernance fragmentée des systèmes d'information ;
- Inexistence de dispositifs permettant de planifier les besoins réels en RE ;
- Difficulté à articuler la planification physique avec les objectifs éducatifs réels.

Perspectives :

- Définir une gouvernance cohérente et structurée des données éducatives ;
- Améliorer la disponibilité, la qualité et la ventilation des données statistiques ;
- Intégrer systématiquement les données sur les RE dans les SIGE nationaux ;
- Renforcer les capacités analytiques des directions responsables de la planification éducative ;
- Fournir aux décideurs des données fiables pour appuyer les arbitrages budgétaires.

4.2.2 Défis des SIGE pour la prise en compte des données RE à Madagascar**INTERVENANT :**

Féno Andrianiriana, Directeur des Systèmes d'Information du ministère de l'Éducation nationale, Madagascar

À Madagascar, le SIGE national présente les mêmes limites observées dans la région : les données concernant la disponibilité, la distribution et les besoins en RE ne sont ni collectées de manière systématique, ni intégrées dans le système global d'information. Les inspections et directions régionales ne disposent pas d'outils adaptés pour recenser et suivre la dotation en manuels et matériels pédagogiques. La coordination entre les structures administratives reste faible, et les informations disponibles sont souvent inexploitable à des fins de planification. L'absence de cadre standardisé limite la visibilité nationale des besoins réels en RE et empêche un suivi efficace de leur distribution.

Défis :

- Absence de recensement systématique des RE dans le SIGE national ;
- Données existantes non harmonisées et difficilement exploitables ;
- Faible coordination institutionnelle sur la collecte et la gestion des données RE ;
- Capacités limitées des équipes déconcentrées (DR, inspections) pour remonter les informations.

Perspectives :

- Intégrer les données sur les RE dans le SIGE dès la conception des modules statistiques ;
- Standardiser les processus de collecte et d'intégration des données RE dans l'ensemble du territoire ;
- Renforcer la coordination entre les services centraux et déconcentrés du ministère ;
- Former les gestionnaires SIGE aux spécificités des données sur les RE ;
- Créer des tableaux de bord nationaux pour suivre la disponibilité et la distribution des RE.

4.2.3 Importance des données RE dans les SIGE pour la planification éducative et appui de l'UNESCO au renforcement des capacités**INTERVENANT :**

Guillaume Husson, Chef du secteur Éducation UNESCO Dakar

L'intégration des données sur les RE dans les SIGE est essentielle pour une planification éducative fondée sur des besoins réels et actualisés. Ces données permettent d'optimiser les stratégies d'acquisition, de distribution et de renouvellement des manuels scolaires et matériels pédagogiques, contribuant ainsi à la réduction des inégalités entre établissements. L'UNESCO apporte un appui aux pays à travers des outils techniques comme l'Évaluation nationale des capacités statistiques de l'éducation (LASER), l'*Education Management Information System* (EMIS) et le *Pupils' Attitudes Toward Technology* (PATT), conçus pour améliorer la qualité des données éducatives et faciliter leur utilisation dans les plans sectoriels. L'institution soutient également le renforcement des capacités nationales via des formations, des appuis techniques ciblés et la diffusion de bonnes pratiques régionales.

Défis :

- Sous-utilisation des SIGE pour la planification des RE, faute de données spécifiques intégrées ;
- Insuffisance des compétences des équipes nationales en analyse sectorielle incluant les RE ;
- Manque d'outils techniques adaptés pour intégrer les RE dans les processus de planification sectorielle.

Perspectives :

- Déployer les outils EMIS PATT et LASER dans les pays, avec un appui technique renforcé ;
- Intégrer systématiquement les données sur les RE dans les modules de planification sectorielle ;
- Former les gestionnaires et planificateurs aux méthodes d'analyse intégrant les RE ;
- Améliorer le suivi-évaluation sectoriel en incluant un volet spécifique sur la gestion des RE.

4.3 RÔLE DU NUMÉRIQUE POUR UNE MEILLEURE DIFFUSION ET UN PLUS GRAND ACCÈS AUX RESSOURCES : IMPACTS RÉELS ET PERSPECTIVES

MODÉRATEUR :

Amadou Sidy Aly Ba, Coordonnateur du projet du ministère de l'Éducation pour le développement du télé-enseignement (PROMET), Sénégal

De nombreuses opportunités et défis sont liés à l'accès aux ressources éducatives numériques dans des contextes à connectivité limitée. Si la transformation digitale offre un potentiel considérable, elle reste entravée par de fortes inégalités d'accès aux technologies.

Les échanges mettent en avant des solutions concrètes et adaptées aux environnements low-tech, notamment le dispositif Afrikan, déployé en Guinée, qui permet d'accéder à des contenus éducatifs sans connexion Internet, à travers une interface intuitive et personnalisable par les acteurs locaux.

Le panel a également abordé les dispositifs off-line visant à élargir l'accès dans les zones rurales, en questionnant les limites techniques, économiques et pédagogiques de leur déploiement.

Enfin, les intervenants soulignent le rôle complémentaire du livre numérique et audio par rapport au livre papier, dans la promotion de l'inclusion, de la motivation à la lecture et du renforcement des compétences linguistiques. Tous ont insisté sur la nécessité d'une médiation humaine (enseignants, bibliothécaires, familles) pour accompagner efficacement ces transformations numériques au service d'une éducation plus équitable et inclusive.

4.3.1 Le dispositif Afrikan : les ressources éducatives numériques accessibles

INTERVENANTS :

Julien Marin, Responsable du dispositif Afrikan, Association Les enfants de l'Aïr, Guinée

Bernard Beavogui, Directeur du Centre de Lecture Publique et d'Animation Culturelle, ministère de Jeunesse et de la Culture, Guinée

Mohammed Ansa Diawara, Directeur du service national de la documentation et des bibliothèques scolaires, Guinée

Le dispositif Afrikan constitue une innovation majeure dans l'accès à la lecture et à la connaissance en Guinée. Conçu sous la forme de bibliothèques numériques portables, il repose sur un petit boîtier autonome et simple d'utilisation permettant de diffuser des ressources pédagogiques variées sans connexion Internet.

Ce dispositif facilite la lecture de livres électroniques, l'accès à la littérature et à des logiciels libres, tout en proposant des contenus documentaires et de nombreux jeux éducatifs interactifs. Ces outils permettent aux enfants d'apprendre de manière ludique les mathématiques, la géographie ou les sciences.

L'introduction d'Afrikalan a transformé le paysage éducatif guinéen : la fréquentation des bibliothèques scolaires, communales et régionales a triplé, en particulier parmi les jeunes filles. Cette dynamique illustre la capacité du numérique à renforcer l'accès équitable à la lecture et à favoriser la participation de tous les publics, dans une logique d'inclusion et d'autonomisation.

Défis :

- Faible numérisation des œuvres nationales guinéennes ;
- Absence d'une stratégie numérique spécifique au secteur du livre ;
- Manque d'énergie fiable et insuffisance de formation du personnel ;
- Difficulté à assurer la mise à jour régulière et l'adaptation culturelle des contenus.

Perspectives :

- Équiper en priorité les zones les plus reculées.
- Mobiliser les pouvoirs publics et partenaires régionaux pour étendre le dispositif.
- Accroître la visibilité d'Afrikalan en participant à des foires et salons internationaux.

Le dispositif Afrikalan démontre qu'une innovation simple, locale et adaptée peut transformer en profondeur les usages de lecture et réduire la fracture numérique éducative.

4.3.2 Les dispositifs off-line de diffusion et d'accès aux ressources éducatives en zone low-tech

INTERVENANTE :

Mona Laroussi, Directrice de l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEFF)

Le numérique représente un levier puissant pour réduire les inégalités éducatives, mais son potentiel reste largement sous-exploité. Seuls 38 % des Africains ont aujourd'hui accès à Internet, une moyenne qui masque de profondes disparités entre zones urbaines et rurales. Le coût élevé de la connexion, la faiblesse des débits et le manque de compétences numériques des enseignants limitent l'intégration des technologies dans les pratiques pédagogiques.

Face à ce constat, l'IFEFF a développé des solutions innovantes hors ligne, dont le kit off-line, permettant de diffuser des contenus éducatifs numériques sans connexion Internet. Ces dispositifs réduisent l'exclusion scolaire et offrent aux enfants, même dans les zones les plus isolées, un accès direct à des ressources adaptées à leur langue et à leur environnement.

Le projet de déploiement de ces kits sera mené entre septembre 2025 et juin 2026 en Guinée, au Tchad et au Togo. Il comprendra non seulement la distribution du matériel, mais aussi un volet essentiel de formation et d'accompagnement des enseignants afin d'assurer une appropriation durable et une intégration effective dans les pratiques éducatives.

Défis :

- Inégalités d'accès à Internet et faible connectivité en zones rurales ;
- Coût élevé de la connexion ;
- Compétences numériques insuffisantes chez les enseignants ;
- Pénurie de contenus éducatifs en langues locales ;
- Absence de stratégie nationale claire pour le numérique éducatif.

Perspectives :

- Former et accompagner les enseignants à l'usage du numérique éducatif ;
- Encourager la production de contenus en langues nationales ;
- Développer des stratégies nationales intégrées du numérique éducatif.

Ces dispositifs démontrent qu'une approche *low-tech* bien pensée peut répondre efficacement aux besoins des systèmes éducatifs africains, à condition de s'accompagner d'une vision stratégique, inclusive et linguistiquement diversifiée.

4.3.3 Le livre audio et numérique : quelle complémentarité avec le livre papier et impact en termes d'accessibilité

INTERVENANTS :

Eliane Hazoume, FCAudioEdit, éditeur livre audio, Togo

Joëlle Epee Mandengue, Auteure/éditrice de BD et experte en webtoon, Congo

Augustino Agbemavo, Directeur de la plateforme Bookconnect, Bénin

Les acteurs du livre africain s'attachent de plus en plus à développer une complémentarité entre les formats papier, numérique et audio afin d'élargir l'accès à la lecture et de toucher de nouveaux publics en favorisant l'accessibilité.

Le Bilili BD Festival à Brazzaville illustre cette dynamique, avec un volet numérique permettant de suivre en direct les tables rondes à distance. Parallèlement, le webtoon (bande dessinée verticale conçue pour écrans mobiles) connaît un essor rapide, aux côtés de formats immersifs tels que la BD augmentée ou en réalité virtuelle, qui allient image, son et mouvement.

De nombreux auteurs africains adoptent aujourd'hui une approche transmédia, déclinant leurs œuvres sous plusieurs formats (papier, animation, audio, numérique). Le livre audio, quant à lui, s'inscrit dans la continuité de l'oralité africaine, renouant avec la tradition des contes et proverbes transmis à voix haute. Il constitue également un outil pédagogique favorisant l'écoute active, la compréhension et les échanges en classe.

La complémentarité entre livre papier, numérique et audio ouvre de nouvelles perspectives pour une lecture inclusive et participative. Elle positionne le livre africain au cœur des innovations culturelles et éducatives contemporaines.

Défis :

- Accès inégal à la lecture numérique dans les zones rurales ;
- Faible intégration des formats innovants dans la création africaine ;
- Manque d'inclusion des publics spécifiques (personnes en situation de handicap, non-lecteurs) ;
- Fragmentation entre initiatives numériques et livre papier.

Perspectives :

- Développer des stratégies hybrides combinant papier, numérique et audio ;
- Soutenir la création locale dans les formats numériques innovants ;
- Former les acteurs du livre aux approches digitales ;
- Renforcer l'engagement de la jeunesse à travers de nouveaux formats tels que le webtoon ;
- Consolider les modèles de distribution hybrides et accessibles à tous.

4.4 RESSOURCES ÉDUCATIVES LIBRES : DES ALLIÉES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS ET LA DIVERSITÉ EN RESSOURCES ÉDUCATIVES : RETOUR SUR LES STRATÉGIES NATIONALES ÉLABORÉES POUR LES RESSOURCES ÉDUCATIVES LIBRES POUR LE RENFORCEMENT DE LA DIVERSIFICATION DES RESSOURCES ÉDUCATIVES

MODÉRATRICE :

Scheherazade Feddal, Spécialiste de programme secteur de l'éducation, UNESCO Nairobi

Les REL présentent un fort potentiel pour améliorer l'accès équitable et la qualité de l'éducation, notamment par la réduction des coûts, la diffusion élargie des savoirs, le soutien à l'innovation pédagogique et le développement de l'éducation informelle. Depuis l'adoption en 2019 par les États membres de l'UNESCO d'une Recommandation favorisant la production, la diffusion et l'usage des REL, le projet Ressources éducatives accompagne dix pays d'Afrique subsaharienne francophone dans l'élaboration de stratégies nationales pour intégrer ces ressources aux politiques éducatives, s'appuyant sur un guide pratique dédié. La session s'est tenue sur les avancées réalisées, les stratégies déployées au Togo et à Djibouti, ainsi que les conditions nécessaires pour faire des REL un levier central d'une politique de RE inclusive, durable et mutualisable.

4.4.1 Les recommandations de l'UNESCO sur les REL

INTERVENANT :

Jacques Dang, Secrétaire du conseil d'administration d'AUNEGe et du conseil d'administration de l'Université Numérique

L'UNESCO rappelle le cadre normatif établi avec la Recommandation de 2019 sur les REL, destiné à renforcer l'accès équitable, inclusif et durable aux RE. Cinq domaines d'action sont ciblés : développement des capacités, élaboration de politiques nationales, amélioration de l'accès, garantie de la durabilité et promotion de la coopération. Ces orientations ont été renforcées lors du Sommet de la transformation de l'éducation (2022) et dans la Déclaration de Dubaï (2024). L'UNESCO recommande l'intégration des REL dans les politiques éducatives nationales, en favorisant leur production locale, leur diffusion par les plateformes numériques, leur adaptation via les licences ouvertes et en prévoyant des mécanismes de financement durable.

Défis :

- Faible appropriation de la recommandation de 2019 dans les stratégies nationales ;
- Production locale de REL encore marginale dans plusieurs pays ;
- Difficulté à garantir l'accès équitable et durable aux REL ;
- Absence de financement structuré pour la production et la diffusion.

Perspectives :

- Intégrer les REL dans les plans sectoriels et stratégies numériques nationales ;
- Développer les capacités nationales pour produire et adapter les REL ;
- Renforcer les infrastructures numériques pour élargir l'accès ;
- Mettre en place des financements durables dédiés ;
- Encourager la coopération régionale pour partager et mutualiser les ressources.

4.4.2 Guide pratique : intégrer les REL dans la production et diffusion des ressources éducatives

INTERVENANTE :

Massata Ndeye Ndiaye, Enseignante-chercheuse en informatique, spécialisée en numérique éducatif

Le guide pratique élaboré par l'UNESCO propose une méthodologie en six étapes pour élaborer une stratégie nationale sur les REL. Cet outil est destiné aux ministères, établissements et institutions de formation de tous niveaux. Il accompagne les pays dans l'intégration des REL dans les politiques éducatives, le renforcement des capacités des acteurs, la production et la consolidation des ressources. Le guide recommande la création de comités de suivi, le développement d'environnements numériques dédiés et la mise en place de mécanismes financiers intégrés pour assurer la production et la diffusion durables des REL.

Défis :

- Absence ou faiblesse des stratégies nationales sur les REL;
- Manque de coordination institutionnelle autour de la production et de la gestion des REL;
- Difficulté à mobiliser et former les acteurs techniques et pédagogiques.

Perspectives :

- Élaborer des stratégies nationales sur les REL selon la méthodologie proposée ;
- Constituer des comités nationaux de suivi des REL;
- Former les acteurs à la production et à la gestion des REL;
- Développer des plateformes numériques dédiées à la diffusion des REL;
- Consolider, adapter et redistribuer les REL produites, avec financement assuré.

4.4.3 Partage d'expériences : la stratégie de développement des REL du Togo

INTERVENANT :

Achille Kouawo, Institut National des Sciences de l'Éducation (Université de Lomé), Togo

Le Togo a mis en place une stratégie nationale en faveur des REL, structurée autour de la formation des enseignants, de l'identification des ressources existantes et de la production locale de contenus numériques. Le pilotage est assuré par une équipe technique nationale, appuyée par des partenaires techniques et financiers. La stratégie intègre la mise en place de structures techniques, le développement de cadres méthodologiques et l'intégration progressive des REL dans les curricula. Des sources de financement nationales et internationales soutiennent le dispositif.

Défis :

- Difficulté à assurer la coordination des différents acteurs institutionnels ;
- Ressources humaines limitées pour produire des REL en volume suffisant ;
- Nécessité de renforcer la formation des enseignants et techniciens.

Perspectives :

- Renforcer les structures techniques existantes et le pilotage national ;
- Accroître la formation des enseignants à la production et à l'utilisation des REL;
- Sécuriser les financements pour pérenniser la stratégie nationale ;
- Organiser le suivi-évaluation des actions engagées ;
- Développer la mutualisation régionale avec les pays voisins.

4.4.4 Partage d'expériences : la stratégie de développement des REL de Djibouti

INTERVENANT :

Mohamed Abdo Ali, Inspecteur général de l'éducation nationale, Djibouti

À Djibouti, la stratégie sur les REL repose sur la production locale, l'amélioration de l'accès et le renforcement des capacités des enseignants. Le pays dispose d'un centre national de production et d'une infrastructure numérique stable pour la diffusion des ressources. Le dispositif est piloté par une équipe nationale appuyée par les partenaires techniques, et s'appuie sur un cadre stratégique formalisé. La mutualisation régionale des REL produites est considérée comme un objectif prioritaire.

Défis :

- Difficulté à élargir la diffusion des REL produites ;
- Mutualisation régionale limitée ;
- Dépendance au soutien externe pour maintenir la dynamique de production.

Perspectives :

- Renforcer les mécanismes de diffusion des REL à l'échelle nationale ;
- Structurer la mutualisation avec les autres pays de la région ;
- Consolider le cadre institutionnel et le pilotage national ;
- Former davantage de ressources humaines pour assurer l'autonomie du dispositif ;
- Poursuivre la production de nouvelles REL pour élargir le catalogue national.

4.5 ENJEUX DE SENSIBILISATION ET DE DIFFUSION DU LIVRE JEUNESSE AU PUBLIC SCOLAIRE : DES INITIATIVES INNOVANTES

MODÉRATRICE :

Agnès Debiage, Consultante internationale en écosystèmes et dynamiques du livre en Afrique

Des acteurs engagés issus de Madagascar, de la Guinée, du Bénin, ainsi que de la République centrafricaine et du Sénégal partagent leurs expériences concrètes et innovantes en matière de diffusion et de médiation autour du livre jeunesse dans les établissements scolaires. Cette rencontre permet d'identifier des stratégies mises en œuvre dans des contextes souvent marqués par des difficultés majeures d'accès à la lecture, afin de rapprocher efficacement les livres du public cible : les enfants et les enseignants.

L'enjeu principal souligné tout au long des échanges est de garantir que les livres jeunesse parviennent à leur public, notamment dans les zones rurales ou isolées où les ressources culturelles et éducatives se font rares. Au-delà de la simple production éditoriale, il est essentiel que les acteurs du livre développent une stratégie de médiation proactive, allant au-devant des élèves et des enseignants pour assurer l'appropriation de ces ressources.

4.5.1 La bibliothèque mobile : exemple du Bénin et de Madagascar

INTERVENANTS :

Fenitra Andrianarisoa, Coordinatrice du projet Ressources éducatives Madagascar, Madagascar

Lylly Houngnihin, Coordinatrice Ressources Éducatives Bénin, Bénin

Mohammed Ansa Diawara, Directeur du service national de la documentation et des bibliothèques scolaires, Guinée

Plusieurs initiatives innovantes ont été mises en œuvre pour améliorer l'accès à la lecture dans les zones rurales d'Afrique. À Madagascar, un système de malles mobiles contenant des livres bilingues et pédagogiques a permis de toucher plus de 100 localités, suscitant un fort engouement dans les écoles. En Guinée, des bibliomalles adaptées aux niveaux scolaires ont été introduites dans 30 établissements, améliorant l'intérêt des élèves pour la lecture et renforçant l'accompagnement pédagogique. Au Bénin, des valises pédagogiques, accompagnées de tournées de médiation et de formations, ont bénéficié à plus de 1 500 enfants dans 10 villes, tout en valorisant la production locale et la créativité des jeunes lecteurs.

Les retours des enseignants, médiateurs et élèves sont très positifs. Les malles et valises pédagogiques, riches en contenus variés (lecture plaisir, supports d'examen, jeux éducatifs), suscitent un fort enthousiasme, notamment chez les enfants qui vivent leur arrivée comme un moment marquant. Ces dispositifs renforcent à la fois, l'intérêt pour la lecture, l'accompagnement pédagogique et l'accès à la culture dans des zones souvent peu équipées. La formation des médiateurs joue un rôle clé dans l'efficacité des projets. Ces initiatives, à la fois pratiques et innovantes, offrent un modèle reproductible pour améliorer la médiation et la diffusion du livre jeunesse dans les écoles francophones d'Afrique subsaharienne.

Défis :

- Difficulté d'adaptation du contenu des malles aux réalités locales et linguistiques, ainsi que d'inclusion de supports variés et interactifs ;
- Difficulté à réduire la charge logistique due au système de rotation régulier ;
- Manque de médiateurs et d'enseignants locaux formés, voire aggravation de cette pénurie ;
- Absence de financement durable à sécuriser.

Perspectives :

- Favoriser la collaboration avec les acteurs locaux ;
- Installation dans des zones très éloignées de la lecture ;
- Organiser des formations pour les médiateurs et enseignants locaux ;
- Promouvoir la production locale de livres jeunesse ;
- Mettre en place un système de rotation régulier.

4.5.2 L'école, lieu privilégié pour la médiation autour du livre jeunesse : quels enjeux, quels acteurs pour intervenir et quelles actions ?

INTERVENANTS :

Sonia Houenoude Couao-Zotti, Autrice et médiatrice au Centre culturel des rencontres Ken Bugul, Bénin

Landry Ouoko Delombaut, Directeur des éditions Oubangui, République centrafricaine

Des initiatives variées en Afrique francophone démontrent l'impact positif de la médiation culturelle et de la lecture dans les milieux scolaires, même dans des contextes marqués par la précarité. L'objectif commun est de rendre le livre accessible et vivant dans la communauté, en le rapprochant des enfants, des familles et des enseignants.

La lecture est perçue comme un plaisir partagé, favorisant les échanges intergénérationnels et la découverte de soi. Les enfants s'approprient les récits et développent leur créativité, leur esprit critique et leurs compétences linguistiques. Les bandes dessinées et les histoires locales jouent un rôle important pour renforcer l'identité culturelle.

Dans plusieurs pays, des clubs de lecture scolaires ou des ateliers de médiation ont été mis en place, souvent autogérés par les élèves. Ces espaces dynamisent la vie scolaire, encouragent la lecture active et donnent lieu à des concours et rencontres littéraires, malgré un manque de moyens matériels.

Les résultats sont encourageants : augmentation de l'intérêt pour la lecture, amélioration des résultats scolaires, montée en confiance des élèves, meilleure implication des familles et reconnaissance institutionnelle progressive.

Défis :

- Manque de livres ;
- Manque de formation des enseignants ;
- L'absence de budget dédié à la lecture jeunesse ;
- Résistances institutionnelles à intégrer la lecture plaisir dans le système éducatif.

Perspectives :

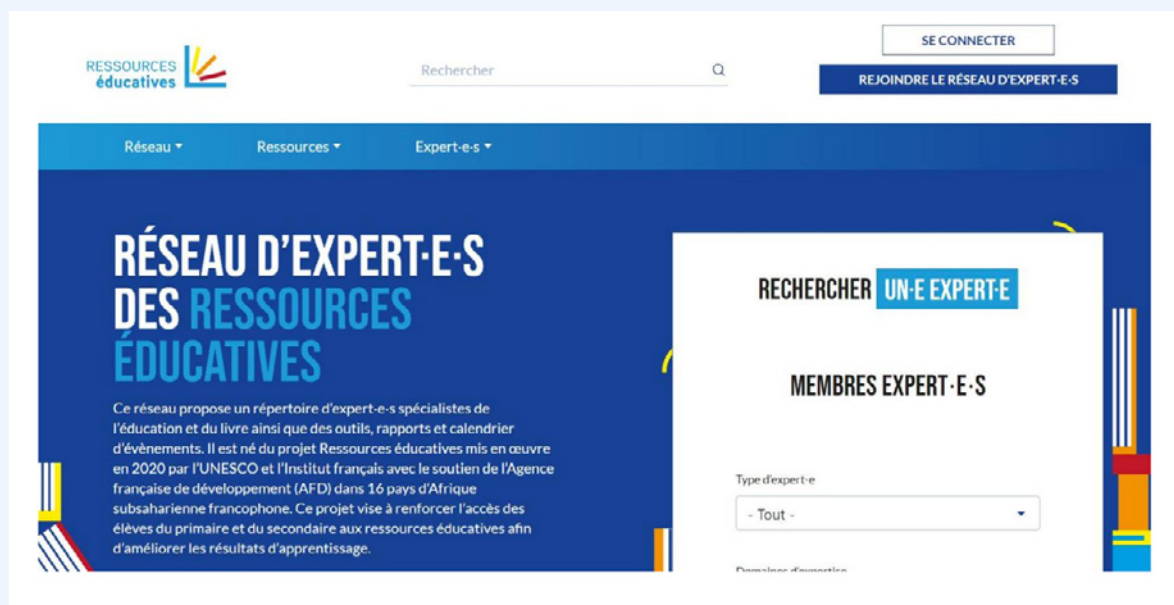
- Œuvrer à la formation des enseignants ;
- Valoriser le patrimoine culturel local et impliquer les parents ;
- Renforcer les partenariats ;
- Accroître l'usage de formats variés (BD, numérique).

Le réseau d'experts Ressources éducatives : Inscrivez-vous !

La plateforme du réseau d'experts des ressources éducatives a été conçue dans le cadre du projet. Cette plateforme numérique est un outil de mise en relation et de mutualisation destiné aux professionnels spécialistes de l'éducation et du livre. Elle propose un répertoire d'experts, des ressources méthodologiques et thématiques, des témoignages et des partages d'expériences et d'initiatives conduites sur le terrain. Son objectif est de mettre à disposition des experts un espace pour se faire connaître et pour découvrir de nouveaux outils et pratiques dans le domaine des RE. Elle permet également aux décideurs politiques, acteurs de la coopération, bailleurs ou privés, d'identifier des experts pouvant répondre à leurs besoins en formation, étude, conseil ou collaboration. De façon plus globale, la plateforme vise à valoriser l'expertise dans le domaine des RE, à la promouvoir et à participer à une émulation dans ce domaine de recherche. Interactif et collaboratif, ce réseau dépend de la contribution de ses participants, à qui il revient de le faire vivre et d'en faire un outil de référence dans le domaine. Il concerne éditeurs scolaires et jeunesse, spécialistes en RE numériques, formateurs en médiation, pédagogues et chercheurs.

Pour vous inscrire

<https://www.ressources-educatives.org>



Des actions nationales aux dynamiques régionales : quels futurs pour les ressources éducatives en Afrique francophone ? Regards croisés

MODÉRATEURS :

Léonie Marin, Responsable de projet — Communication, UNESCO Dakar

François Tiger, Responsable de pôle Culture et partenariat solidaire, Institut français

INTERVENANTS :

Maguette Sow Diaw, Représentant de la Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation (DPRE), Sénégal

Souleymane Gueye, Directeur éditorial aux Éditions Saaraba et Librairie Plume Du Monde, Sénégal

Kodzo Kpoffon, Inspecteur général de l'éducation au ministère des Enseignements primaire et secondaire, Togo

Simon Djokotoe, Président de Lire au Togo, Togo

Enseignements tirés de la première édition des RARE au Sénégal

Maguette Sow Diaw, représentant de la Direction de la planification et de la réforme de l'éducation (DPRE) du Sénégal, a identifié plusieurs retombées positives liées à la première édition des RARE. Il a souligné le renforcement du dialogue entre ministères, mais aussi avec les acteurs culturels, contribuant à faire des RE une priorité nationale. Par ailleurs, les enjeux liés aux RE ont gagné en visibilité, en particulier grâce à l'intégration des ressources numériques dans la stratégie nationale, accompagnée de l'identification de lignes budgétaires spécifiques. Cette reconnaissance institutionnelle marque une avancée significative vers une structuration durable du secteur. Dans cette dynamique, la coopération entre pays s'est intensifiée, avec la volonté d'institutionnaliser un cadre de concertation favorisant les échanges d'expériences et de bonnes pratiques à l'échelle régionale. Enfin, le renforcement des capacités humaines a été au cœur du processus, avec un apprentissage mutuel entre professionnels du métier et une coordination multi-acteurs qui ont permis de consolider les compétences et de favoriser une meilleure appropriation des outils et des démarches.

Pour sa part, Souleymane Gueye, représentant du secteur privé (édition Saaraba, librairie Plume du Monde), a souligné que les RARE ont permis de consolider un réseau d'acteurs et de conforter des idées telles que la valorisation du patrimoine ou le développement du livre bilingue. Il a salué la découverte d'initiatives inspirantes à répliquer, telles que :

- La structuration de la chaîne du livre observée à Madagascar ;
- Les bibliomalles et valises pédagogiques utilisées pour toucher les enfants éloignés des circuits classiques ;
- Les clubs de lecture et le livre audio, identifiés comme des leviers d'innovation.

Retombées concrètes de l'organisation des RARE au Togo

Kodzo Kpoffon, Inspecteur général de l'Éducation au ministère togolais, a souligné que l'organisation des RARE au Togo a permis une immersion précieuse dans une approche collaborative et intersectorielle. En réunissant décideurs, techniciens, éditeurs et praticiens de terrain, l'événement a favorisé une mise en commun des efforts et nourri une vision partagée sur les enjeux de durabilité. Il a également évoqué un renforcement des capacités nationales par le biais d'échanges entre ministères et partenaires. L'événement a eu un impact direct sur la finalisation de la revue du Plan sectoriel de l'éducation du Togo, tout en assurant une visibilité accrue du pays au niveau continental. Par ailleurs, un partage d'expériences axé sur les réformes curriculaires et l'élaboration des manuels scolaires a permis de dégager des pistes concrètes pour l'amélioration des contenus éducatifs et leur adaptation aux contextes locaux.

Approches et pratiques inspirantes à adapter

Simon Djokotoe, président de Lire au Togo, a partagé son intérêt pour les expériences vues au Bénin, notamment les salons du livre itinérants et les dispositifs hors des centres urbains. Il a également été inspiré par l'approche malgache de co-construction d'une charte de la chaîne du livre, fondée sur une collaboration entre acteurs publics et privés.

Kodzo Kpoffon a insisté sur l'importance d'une approche collaborative pour mieux comprendre les blocages et identifier des solutions durables. Il a souligné l'intérêt des échanges autour des réformes curriculaires et des innovations dans l'élaboration de manuels scolaires.

Recommandations issues des échanges

Trois recommandations principales ont émergé :

1. **Renforcer les cadres nationaux de concertation multi-acteurs**, à travers des plateformes de dialogue pérennes favorisant l'alignement des politiques éducatives et culturelles.
2. **Soutenir les dynamiques de mutualisation et de transfert entre pays**, en documentant les bonnes pratiques identifiées (bibliomalles, salons itinérants, chartes du livre) et en les adaptant localement.
3. **Ancrer la problématique de la production et la diffusion des RE dans les réformes curriculaires et les stratégies budgétaires**, pour garantir leur intégration durable dans les systèmes éducatifs.

Défis à relever

Les participants ont identifié plusieurs défis majeurs qui sont entre autres :

- Assurer la pérennité des actions au-delà des événements, en mettant en place des mécanismes de suivi, d'évaluation et de capitalisation ;
- Passer de l'expérimentation à la généralisation, en soutenant les projets pilotes à travers des ressources techniques et financières ;
- Maintenir l'équilibre entre vision régionale et appropriation nationale, en adaptant les dynamiques collectives aux spécificités de chaque pays.

Éclairage des participants à la discussion

Plusieurs intervenants ont enrichi les débats par leurs témoignages :

Désiré Kabalé (Librairie des Grands Lacs, RDC) a présenté le projet d'une bibliothèque idéale regroupant des auteurs africains et des manuels scolaires, ainsi qu'un catalogue commun à dix maisons d'édition. Il a souligné l'opportunité des RARE pour renforcer les liens avec le ministère en vue d'une meilleure distribution.

Mamimbahoaka Fetraniana Rakotondrasoava Andrianirina (ministère de la Communication et de la Culture, Madagascar) a exprimé sa fierté de voir Madagascar valorisé à plusieurs reprises. Il a appelé à la duplication de l'expérience malgache à l'échelle continentale, en insistant sur l'importance du soutien des bailleurs.

Claude Nsiala Mundele (ministère de la Culture, RDC) a souligné la nécessité de coopérations public-privé pour surmonter les freins financiers. Il a lui aussi salué l'exemple de Madagascar en matière de structuration de la chaîne du livre.

Béatrice Gbado (Ruisseaux d'Afrique, Bénin) a rappelé que les RARE ont permis au livre jeunesse de sortir de l'ombre. Elle a plaidé pour une charte structurante et pour la reconnaissance du livre bilingue comme ressource éducative essentielle.

Omar Thiam (UNESCO-BIE) a insisté sur l'importance de valoriser les productions nationales et d'ouvrir une réflexion sur leur diffusion jusqu'à l'apprenant. Il a souligné l'opportunité de renforcer les communautés de pratique et de profiter du centenaire du BIE comme levier de mobilisation.

Arzel Fahari (IGEN, Comores) a vu dans les RARE un apport concret pour la préparation des Assises nationales de l'éducation (30 juin — 2 juillet), en particulier sur la qualité des manuels et la formation des enseignants.

Rahma Aboubacar (Éditions Pommes d'Humour, Comores) a salué la création d'un écosystème commun et plaidé pour plus de transparence dans la chaîne du livre. Elle a évoqué l'expérience des « malles à histoires » comme moyen de décroisonner le livre et d'aller vers les enfants.

Bernard Beavogui (ministère de la Jeunesse et de la Culture, Guinée) a souligné l'intérêt de la lecture audio et la qualité des échanges aux RARE. Il a exprimé sa volonté de voir émerger un réseau de collaboration durable entre les participants.

Huis clos UNESCO avec les Représentants du ministère de l'Éducation des 13 pays (Composantes 1 et 2)

Le huis clos des décideurs politiques et chefs de délégation des pays bénéficiaires présents aux RARE a été organisé par l'UNESCO sur les composantes 1 et 2. Il a permis de faire le point sur la mise en œuvre de la phase 2 du projet, d'échanger sur les résultats obtenus, les défis rencontrés, ainsi que sur les perspectives de collaboration entre pays et les pistes de pérennisation des actions après 2026. L'UNESCO a présenté les principaux résultats de la phase 2 du projet ainsi que les perspectives pour les mois à venir. Les participants ont salué les avancées réalisées, notamment en matière de renforcement des capacités et d'intégration des RE dans les systèmes nationaux. Ils ont exprimé leur volonté de maintenir une dynamique de coopération jusqu'à la fin du projet et au-delà. Plusieurs pays ont exprimé des besoins spécifiques en matière d'appui technique ou de renforcement des capacités, notamment sur la stratégie REL, la base de données ou la formation à l'élaboration des manuels scolaires.

Les recommandations du huis clos des chefs de délégation serviront de guide aux équipes dans la poursuite de leurs activités, tout en listant les contraintes, défis à relever et opportunités à valoriser pour appréhender au mieux les prochaines étapes. Elles sont résumées ci-après.

Considérant que :

- Le projet Ressources éducatives doit rester aligné sur l'Objectif de développement durable 4 pour une éducation de qualité pour tous tout au long de la vie ;
- La chaîne des valeurs des RE exige une démarche de co-construction inclusive et itérative. Elle requiert aussi une continuité éducative en tout temps et pour toutes les catégories ;
- L'accessibilité des RE apparaît comme un accélérateur de l'accès et de l'amélioration de la qualité des enseignements-apprentissages.

Au regard des contraintes/difficultés rencontrées par le projet pendant la deuxième phase d'exécution et dont les principales sont :

- La baisse des financements multilatéraux, qui soulève des inquiétudes quant à la continuité des actions ;
- Le besoin de renforcer les échanges réguliers entre pays ;
- La nécessité d'un appui technique pour intégrer durablement les RE dans les systèmes nationaux.
- La nécessité d'assurer la pérennisation des capacités au-delà du projet, notamment en s'appuyant sur les pratiques existantes dans les pays.

Prenant en compte les contraintes/difficultés rencontrées, il importe de relever plusieurs défis au nombre desquels :

- La mise en place de **comités interpays** pour favoriser les échanges réguliers (webinaires, rencontres en présentiel) ;
- L'exploration de **financements bilatéraux** au niveau national ;
- Le renforcement des capacités à travers :

- un **cours en ligne** dispensé par l'UNESCO-IIEP, auquel participeront 26 représentants (2 par pays, avec un cours spécialisé sur le SIGE, la création d'indicateurs et l'utilisation des données pour le pilotage du système éducatif) pour le soutien à la prise en compte des données relatives aux RE par les SIGE et la planification de l'éducation.
- un **module d'autoformation de 8h** sur les RE, en cours de développement (disponible en mars-avril 2026, dont les 26 participants seront appelés à piloter et évaluer le contenu).
- Le renforcement des capacités des pays à la rédaction et l'utilisation des manuels de mathématiques et de français pour le primaire et le secondaire 1 engagé avec le BIE dans le cadre du projet.
- La nécessité de maintenir un dialogue entre pays au-delà de la phase 2.

Prenant en compte les opportunités à valoriser que sont notamment :

- L'intérêt exprimé par les pays pour un appui technique et financier post-2026 ;
- Les outils de formation développés dans le cadre du projet ;
- La dynamique de collaboration régionale amorcée pendant la phase 2 ;
- L'existence de la plateforme RE, qui centralise l'ensemble des productions du projet, même si un travail d'édition reste à finaliser.

Le huis clos des décideurs-pays recommande pour l'exécution de la suite du projet de :

- **Mettre en place des comités inter pays** pour structurer les échanges entre pays ;
- **Renforcer les capacités nationales** via les formations prévues (cours en ligne, autoformation) ;
- **Envoyer des lettres officielles** aux ministères pour la sélection des participants au cours de l'IIEP et au pilotage du module d'autoformation ;
- **Explorer des mécanismes de financement bilatéraux** pour assurer la continuité des actions après 2026 ;
- **Poursuivre l'intégration des RE dans les SIGE**, en lien avec les priorités nationales ;
- **Renforcer le plaidoyer national** auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour soutenir les actions post-2026.

Recommandations par composantes

À l'issue de la 2^e édition des RARE, sur la base des interventions, des discussions et des échanges réalisés dans les différentes sessions, des recommandations stratégiques pour la mise en œuvre de la phase 2 et la pérennisation du projet Ressources éducatives ont été formulées selon les trois composantes du projet ; les deux premières pilotées par l'UNESCO et la troisième par l'Institut français :

- **1** — « Agir pour l'avenir » qui vise à renforcer les politiques et stratégies nationales de développement et diversification des RE ;
- **2** — « Produire pour apprendre » qui œuvre pour l'amélioration de l'environnement de conception, de production et de diffusion des RE ;
- **3** — « Lire pour apprendre » qui a pour objectif le développement de la place et du rôle du livre de littérature jeunesse au service des apprentissages.

Lesdites recommandations visent à structurer un écosystème éducatif régional plus inclusif, plus durable et davantage ancré dans les réalités locales, tout en valorisant les collaborations entre pays d'Afrique subsaharienne francophone.

AGIR POUR L'AVENIR

1.1 Finaliser les analyses diagnostiques des stratégies et politiques de production et diffusion des RE

- Poursuivre et finaliser les analyses diagnostiques dans les pays partenaires sur la chaîne de production et de diffusion des RE ;
- Appuyer l'actualisation et la formalisation des feuilles de route nationales budgétisées.

1.2 Appuyer la mise en œuvre des stratégies nationales de production et de diffusion des RE

- Accompanyer les pays dans l'application effective des stratégies nationales et l'opérationnalisation de leurs feuilles de route ;
- Renforcer la structuration des dispositifs nationaux de pilotage, de coordination et de concertation multi acteurs.

1.3 Appuyer l'amélioration des SIGE et des outils de planification

- Soutenir l'intégration des données sur les RE dans les SIGE nationaux ;
- Développer des modules statistiques dédiés, des tableaux de bord et des outils d'analyse sectorielle intégrant les données sur les RE ;
- Former les responsables nationaux à la collecte, au traitement et à l'exploitation des données dans les SIGE.

1.4 Renforcer les compétences des acteurs publics de la chaîne des RE

- Poursuivre la formation des acteurs à la rédaction et à l'utilisation des manuels scolaires ;
- Former les agents publics à la conception, production et gestion des REL ;
- Sensibiliser aux notions de licences ouvertes, de gestion des droits d'auteurs et d'adaptation numérique des ressources ;
- Appuyer la professionnalisation des fonctions éditoriales et documentaires au sein des ministères.

PRODUIRE POUR APPRENDRE**2.1 Renforcer la qualité des RE**

- Soutenir les partenaires dans la reprise de l'activité d'évaluation de la qualité des manuels scolaires et des ressources produites, élaborée par l'UNESCO;
- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des feuilles de route d'amélioration de la qualité des manuels au programme adopté par les pays à l'issue des exercices d'évaluation de la qualité desdits manuels.

2.2 Consolider la production de RE mutualisables à usage individuel ou collectif

- Promouvoir la production de RE diversifiées (imprimées, numériques, audiovisuelles) ;
- Soutenir les initiatives de coédition et d'édition éducative multilingue ;
- Mettre en place et renforcer des pôles nationaux et régionaux pour la production mutualisée ;
- Encourager la production collaborative de ressources contextualisées et multilingues ;
- Identifier et produire des RE libres adaptées aux besoins des cycles primaire et secondaire.

2.3 Améliorer la diffusion et la mutualisation des RE

- Déployer ou renforcer les bases de données documentaires nationales interopérables ;
- Standardiser les métadonnées selon les normes internationales (LOM, MLR) ;
- Mettre en place un comité de veille et de suivi des normes et standards des ressources éducatives numériques ;
- Promouvoir des solutions d'accès offline (bibliomobiles, bibliothèques numériques portables) ;
- Cataloguer les RE en langues nationales.

LIRE POUR APPRENDRE**3.1 Maintenir les 3 axes stratégiques définis en phase 1 pour l'ensemble des 13 pays**

- Développer les politiques publiques du livre et de la lecture en faveur des apprentissages ;
- Structurer durablement la chaîne du livre (auteurs, éditeurs, imprimeurs, libraires) ;
- Renforcer la médiation autour du livre jeunesse dans les écoles, bibliothèques et familles.

3.2 Développer des groupes d'intérêts régionaux par thématique avec un pays référent

- Animer des groupes thématiques régionaux ;
- Mutualiser et valoriser les outils et initiatives développés autour du livre et de la lecture.

3.3 Valoriser les acquis et mutualiser les expériences

- Capitaliser les résultats des deux appels à projet Lire pour apprendre, permettant de soutenir des initiatives de :
 - aide à l'édition
 - formation des acteurs de la chaîne du livre
 - incubation d'entreprises du secteur du livre
 - formation des enseignants, des bibliothécaires et des parents à la médiation
 - manifestations de promotion du livre et de la lecture (salon, concours de lecture, ateliers dans les écoles...)
- Valoriser les outils, formations et initiatives développés via les réseaux professionnels et les espaces régionaux.

3.4 Consolider les politiques publiques du livre et de la lecture

- Appuyer l'adoption ou le renforcement des politiques publiques du livre et de la lecture dans les pays partenaires ;
- Structurer durablement la chaîne du livre et promouvoir la médiation autour du livre jeunesse dans les écoles et bibliothèques ;
- Sensibiliser aux bienfaits du livre et de la lecture chez les jeunes grâce à une campagne de communication régionale.

3.5 Promouvoir les innovations éditoriales et la diversité linguistique

- Soutenir les productions en langues nationales et en formats numériques ;
- Favoriser l'intégration des langues locales dans les supports de lecture dès le préscolaire.

ANNEXES

ANNEXE 1 : SITOGRAPHIE

Page web des RARE 2025

<https://www.ressources-educatives.org/bienvenue-sur-la-page-officielle-des-rencontres-africaines-pour-les-ressources-educatives-rare-2025>

Rencontres africaines pour les ressources éducatives, Dakar, Sénégal, 14 au 16 juin 2022 : rapport synthèse

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383705>

Institutions partenaires présentes aux Rencontres africaines pour les ressources éducatives

AFD — Agence française de développement
<https://www.afd.fr>

Aide et Action
<https://aide-et-action.org>

Agence universitaire de la Francophonie
<https://www.auf.org>

Apprendre — programme de l'AUF
<https://apprendre.auf.org>

ATBEF — Association togolaise pour le bien-être familial
<https://atbef-togo.org>

Banque islamique de développement
<https://www.isdb.org>

Banque mondiale
<https://www.worldbank.org>

Chaîne de l'Espoir
<https://www.chainedelespoir.org>

CNT/EPT - Coalition Nationale Togolaise pour l'Éducation Pour Tous
<https://cnt-ept.org>

CONFEMEN — Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie
<https://www.confemen.org>

FETAPH — Fédération togolaise des associations de personnes handicapées
<https://fetaph.org>

FNUAP — Fonds des Nations unies pour la population
<https://www.unfpa.org>

Humanité et Inclusion
<https://hi.org/fr>

IFEF — Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation
<https://ifef.francophonie.org>

Institut français
<https://www.institutfrancais.com/fr>

KfW — Banque de développement allemande
<https://www.kfw.de>

OIF — Organisation internationale de la Francophonie
<https://www.francophonie.org>

PAM – Programme alimentaire mondial
<https://www.wfp.org/fr>

Plan International
<https://plan-international.org>

Programme CLÉ
<https://pcvcle.ca>

UNESCO-BIE — Bureau international d'éducation
<http://www.ibe.unesco.org/fr>

UNESCO Dakar — Bureau régional multisectoriel pour l'Afrique de l'Ouest — Sahel
<https://fr.unesco.org/fieldoffice/dakar>

UNESCO-IIEP — Institut international de planification de l'éducation
<https://www.iiep.unesco.org/fr>

UNICEF — Fonds des Nations unies pour l'enfance

<https://www.unicef.org>

Projets, initiatives et références mentionnés

[Ressources éducatives — Plateforme du projet](#)

[Ressources éducatives — lire pour apprendre | Institut français](#)

[Afrikan — Plateforme de ressources éducatives low-tech](#)

[Bookconekt — Plateforme numérique pour les ressources éducatives](#)

Textes officiels

Déclaration de Paris sur les ressources éducatives libres (2012)

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000246687_fre

Accord de Florence, pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel (1999)

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000156199>

Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique (1994)

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000112122_fre

LOI n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique (1)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044537514>

Pages web des ministères de l'Éducation des pays cibles du projet

Bénin

<https://www.infre-benin.org/memp.html>

Burundi

<https://mesrs.gov.bi>

Comores

<http://www.mineducomores.gouv.km/>

Djibouti

<http://www.education.gov.dj/index.php?lang=en>

Guinée

<https://mepua.gov.gn/>

Madagascar

<https://www.education.gov.mg>

Mauritanie

<https://www.education.gov.mr>

République centrafricaine

<https://www.enseignement-primaire.gouv.cf/>

République démocratique du Congo

<https://edu-nc.gouv.cd/minedu-nc/>

République du Congo

<https://www.enseignement-general.gouv.cg>

Sénégal

<https://www.education.sn>

Tchad

<https://education.gouv.td>

Togo

<https://education.gouv.tg>

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

Présidence de la cérémonie d'ouverture :

- **Stefania Giannini**, Sous-directrice générale pour l'éducation, UNESCO (vidéo)
- **Guillaume Husson**, Chef du secteur éducation, UNESCO Dakar
- **Sophie Renaud**, Directrice de la Direction Coopérations, dialogues et sociétés, Institut français
- **Zolika Bouabdallah**, Directrice Agence française de développement au Togo
- **Augustin Favereau**, Ambassadeur de France au Togo
- **Coumba D. Sow**, Coordinatrice résidente des Nations Unies au Togo
- **Kossiwa Zinsou-Klassou**, Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme du Togo
- **Isaac Tchiakpé**, Ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage du Togo

Bénin	Ministère de l'Éducation	ESSOUN Olatoundji Martin	Directeur de la Planification, de l'Administration et des Finances
		ADJOVI Claude Thierry Gbèdégbé	Directeur adjoint de l'Inspection et de l'Innovation pédagogique
		KPODANHO FALIERE Maurille	Directeur des Systèmes d'information
		AYEDOUN Yaï Cyrille	Collaborateur à l'Institut National pour la Formation et la Recherche en Éducation
		ESSOUN Olatoundji Martin	Directeur de la Programmation et de la Prospective
		KOTEGNON Borgia Gildas Z.	Directeur de l'Administration et des Finances
	Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts	FAKORDE Emile	Chargé de l'espace jeunesse à la Bibliothèque nationale
	Assemblée nationale	TAKIN Vériel	Responsable de l'unité de Recherche et communication et technologie de l'information
	Professionnel-le-s du livre	AGBEMAVO Augustino	Directeur de Bookconnect
		ADADJA Constantin	Directeur de l'Association des Storyborders du Bénin — Bénin BD
		GBADO Béatrice	Éditrice aux éditions Ruisseaux d'Afrique
		HOUENOUDE COUAO-ZOTTI Sonia	Autrice, Centre Africain des Créateurs Ken Bugul
		NATTA Amandine	Directrice de la librairie Saint Paul de Parakou
		HOUNGNIHIN Lyly	Coordinatrice Ressources éducatives Bénin Laboratorio Arts Contemporains
		QUENUM Carhel	Coordinateur Ressources éducatives Bénin Laboratorio Arts Contemporains
	Ambassade de France au Bénin	BRIAND Lionel Léon Yves Marie	Conseiller de coopération et d'action culturelle

Burundi	Ministère de l'Éducation	BURIKUKIYE Hermenegilde	Secrétaire permanent
		BIZIMANA Laetitia	Inspecteur en chef chargé des questions pédagogiques au Secrétariat exécutif permanent de la Commission nationale de l'Enseignement fondamental et post fondamental
		MANENGERI Patrice	Directeur du Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Éducation
		NDUWIMANA André	Directeur général des Curricula et des Innovations pédagogiques
		NDIKURIYO Jean Bosco	Directeur du Bureau des Études et des Curricula de l'Enseignement postfondamental général et pédagogique
		EPELA Bernard	Conseiller, Responsable de la cellule informatique
	Ministère de la Culture	SINDAYIHEBURA Sylvestre	Directeur des Centres Burundais de lecture et d'animation culturelle (CEBULAC)
	Professionnel-le-s du livre	NIYONIZIGIYE Salvator	Libraire pour la Librairie St Paul de Bujumbura

Comores	Ministère de l'Éducation	MOUZE MOGNE Bakary	Responsable de la production des ressources éducatives et du suivi-évaluation de la politique et des programmes d'enseignement
		ZITOUUMBI	Conseiller spécial du Ministre, représentant le Directeur de la Planification
		FAHARI Arzel	Encadreur pédagogique représentant l'IGEN
		ISSA Youssouf	Directeur de l'Institut de Formation des Enseignants et de Recherche en Éducation (IFERE)
		MSAHAZI Hakika	Directrice de la Politique et des Programmes d'Enseignement
	Ministère de la Culture	MSAIDIE Zalhata	Responsable de la distribution et de la gestion des ressources éducatives
	Professionnel-le-s du livre	ABOUBACAR Rahma	Présidente des Éditions Pommes D'Humour

Congo	Ministère de l'Éducation	BOKE David	Inspecteur général de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation
		NIAMA Célestin	Conseiller à l'Enseignement secondaire
		KOKOLO Joseph Hubert	Directeur des Études et de la Planification
		MAHOUNGOU Jean Félix	Directeur de la Formation continue
	Ministère de la Culture et des Arts	BOUCKITA Arsène Harold	Directeur des Systèmes d'information et de la Communication
	Professionnel-le-s du livre	MOLE EBONGUE Berthe Joelle	Directrice du Bilili Bd Festival

Djibouti	Ministère de l'Éducation	MAHAMOUD ISSA Roda	Directrice générale CRIPFEN
		ABDO ALI Mohamed	Inspecteur général de l'éducation
		MOUSSA YABEH Mohamed	CT du ministre de l'Éducation et SG de la Commission nationale pour l'UNESCO
		ABDOULKADER SAID Ismael	Cadre au CRIPEN
		GUELLEH EGUEH Osman	Chef de service de la recherche pédagogique, de la diffusion, de l'évaluation et du numérique au CRIPEN
	Ministère de la Jeunesse et de la Culture	MOUHOUMED HOUSSEIN Aslie	Conseillère technique
	Professionnel-le-s du livre	SALAH SAID Arafo	Directrice Librairie papeterie VICTOR HUGO / édition Francolin

Guinée	Ministère de l'Éducation	SY SAVANE Souleymane	Conseiller chargé des questions pédagogiques, représentant du ministre
		BANGOURA Lansana	Directeur du Bureau de stratégie et développement
		BAH Abdoul Gadiri	Directeur général par intérim du Service national de Formation continue du Personnel enseignant
		YATTARA Morlaye	Inspecteur général de l'éducation
		DIAWARA ANSA Mohamed	Directeur général du Service national du Centre de Ressources documentaires
	Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	DIALLO Mamadou Lamine	Chef de division Livre et lecture publique à la Direction nationale de la Culture
		BEAVOGUI Bernard	Directeur du Centre de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CELPAC)
		SOUMAH Abou	Directeur adjoint du livre et de la lecture publique
	Professionnel-le-s du livre	CAMARA Mohamed Lamine Aissata	Responsable de l'édition et de la librairie chez Harmattan Guinée
		BAH Alpha Mamadou Saliou	Président d'honneur de l'Association des Auteurs de Littérature de Jeunesse
		NIANE Daouda Tamsir	Directeur de la Bibliothèque nationale
		ZEBELAMOU Jean-Baptiste	Directeur aux Éditions Innov
	Institut français de Guinée	ADJESSI Graciano	Chargé de projet Ressources éducatives
	Ambassade de France	MILLET Nicolas	Attaché de coopération pour le français

Madagascar	Ministère de l'Éducation	CHAN KI KIONG Alain	Directeur de cabinet
		RAKOTONIAINA Roger	Directeur de l'encadrement scolaire et de l'inspection pédagogique
		RAZAFIMANANTSOA	Directeur du Développement des Intrants scolaires de l'encadrement scolaire et de l'inspection pédagogique
		ANDRIANIRIANA Feno Soja Richard	Directeur des Systèmes d'Information
		ANDRIANOMENJANAHARY Benaovoharison Nicomed	Directeur du Développement de la formation initiale à l'Institut National de Formation pédagogique
		BAKOLINIRINA Fanja Hortensia	Responsable au sein de la Direction de la Planification de l'Éducation
	Ministère de la Culture et de la Communication	RAKOTONDRAOAVA ANDRIANIRINA Mamimbahoaka Fetraniana	Secrétaire général
		RAVOARIMALALA Patricia	Responsable du département de la chaîne du livre Madagascar
		RAVONIRINA Mamy Lydie	Chef de Département du Développement de la Lecture Publique
	Professionnel-le-s du livre	LALAO ELINA Razanariaka Vololomampisa	Auteure et editrice chez Mpariaka Boky
		RAZAKASOA Jaona	Association des éditeurs de Madagascar — Édition Mixte
		RAMALANJAONA Voahirana	Vice-présidente de l'Association des Librairies de Madagascar
		RAZAFIMAMONJIRAIBE Fanomezantsoa	Auteur et éditeur aux Éditions Teny
	Institut français de Guinée	ADJESSI Graciano	Chargé de projet Ressources éducatives
	Institut français de Madagascar	ANDRIANARISOA Fenitra	Coordinatrice du projet Ressources éducatives

Mauritanie	Ministère de l'Éducation	DJENEBA Mohamed Abderrahmane Mohamed	Conseiller au cabinet du Ministre chargé de la formation
		ABDEL AZIZ Nagi	Directeur de la planification et de la coopération
		BOBA Mohamed	Directeur de l'Informatique et de la Documentation
		EBA Mohameden	Chef de Service de la Formation continue
		HAMOUE Abeidarrahamane	Inspection générale de l'éducation (IGEF)
		ROUEIHA Ahmed	Chef de Service à l'Institut Pédagogique National
	Ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement	HABIB Sidi	Directeur du livre et de la lecture et des relations avec le parlement

République Centrafricaine	Ministère de l'Éducation	GAZALOGO Dieudonné	Directeur de cabinet du Ministre
		KABOU Claude	Inspecteur de la Vie scolaire
		BISSA Bertrand	Directeur général des Études et Statistiques
		REGAKOUZOU Roger-Benjamin	Directeur des manuels scolaires
		SENGUE Gilbert	Coordonnateur national adjoint du projet Ressources éducatives
		BAOUANZA Modeste-Enthelme	Directeur de l'École des professeurs d'école de Bambari
	Professionnel-le-s du livre	OUKO Landry	Directeur des Éditions Oubangui

République Démocratique du Congo	Ministère de l'Éducation	ZONO INGA LEYA Simon	Directeur de cabinet
		YOKA LA PULINANGU Alexis	Directeur Chef de Service DIFORE-BG
		IBUTCH KADIHULA Valère	Directeur Chef de Service DIPROMAD
	Ministère de la Culture, Arts et Patrimoines	NSIALA MUNDELE Claude	Directeur du livre
	Professionnel-le-s du livre	KABALE Désiré	Directeur de la Librairie des Grands Lacs

Sénégal	Ministère de l'Éducation	SENE Aissatou Lena	Doyenne de l'Inspection générale et de l'éducation et de la formation (IGEF)
		GUEYE Daouda	Directeur de la formation et de la communication (DFC)
		DIOP Alioune Badara	Directeur de l'Institut national d'études et d'action pour le développement de l'éducation (INEADE)
		SOW DIAW Maguette	Représentant de la Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation (DPRE)
		BA Amadou Sidy Aly	Coordonnateur du Projet du ministère de l'Éducation pour le développement du téléenseignement (PROMET)
		SOW Bassirou	Chargé du suivi du PRE au PROMET
		THIAO Abdou	Chef du bureau suivi au secrétariat général
	Professionnel-le-s du livre	GUEYE Souleymane	Directeur éditorial aux Éditions Saraba et Librairie Plume du Monde

Tchad	Ministère de l'Éducation	ALI CHOUA Lol	Secrétaire général adjoint du Ministre
		OUANGBI	Direction de la Formation initiale et continue
		ALI KORE	Directeur général du Centre national des curricula
		MADINGUE Royoumta	Direction générale des Enseignements, des Apprentissages et de la Promotion civique
		BENDOUNGA Joel	Gestionnaire des Espaces numériques

Togo	Ministère de l'Éducation	AGBOZOH Koffi Séna	Directeur des programmes et des innovations pédagogiques
		DAGBEDJI Koba Kodjo	Conseiller technique du ministre
		AKOUÉTÉ Ayaba	SG COMNAT UNESCO Togo
		NOUWOSSAN Komlan	IGE/MEPS
		AKPAWU Donudenu	DRH/MEPS
		TSALI Kpomegni Kossi	DPSSE/ MEPS
		TANANG Paka	DEPP/MEPS
		SABAH Degboe Agbéko	DESG/MEPS
		GBOKPA Komi Dométo	CNDP-TICE
		BOUKA Kodjo Dosseh	STP/MES
		EDJAM Kossi	CNIOSP
		KEBINA Pyahalo	CNEA
		ALOGNON Kayi	DEST/MET
		AZIADOU-AYISSOU Komi Attisovi	STP/MEPST
		KOUAWO Achille	INSE/UL
		NBOMA Nitoma	DPIP/MEPS
		KPOFFON Kodzo	DPIP/MEPS
		TOUGOMA Massamisso	STP/METFPA
		KPEEVEY Yves-Gentil	Chargé de communication MEPS
		KOUTOB Tsapou	Secrétariat Cabinet MEPS
		JONHSON Koudjo Assibavi	Chauffeur IGE-SUD
		KOKO Koevi	Agent DPIP
		AMETEPE Kodjovi Agbénowossi	Chauffeur Cabinet/MEPS
		TCHOUKOURA Chérifatou	Direction des programmes et des innovations pédagogiques
		ADJOGAN Koffivi	COMNAT
		DOUSSIMELE Komlavi	COMNAT
		SIWOU Gaston	COMNAT
		ADAGLODJO Nazif	CNIOSP
	Ministère de la Culture et du Tourisme	KOUTCHE Amévi	Cheffe de division de l'édition et de la promotion littéraire
		AROUNA Madohona	Directeur du livre et de la promotion littéraire
	Professionnelle-s du livre	ASSEM Paulin Koffivi	Dessinateur, auteur et éditeur, spécialisé en jeunesse
		KODA K. Owoulowussuaboè	Directeur du Centre national de lecture et d'animation culturelle
		DJOKOTOE Simon	Président de l'association Lire au Togo
		HAZOUME Eliane	Éditrice chez FCAudioEdit
		ATI Komi	Coordinateur général du réseau 2 du CENALAC
		JOHNSON Ghislaine (Alias Gaby Enam)	Auteure jeunesse et animatrice de club littéraire dans les écoles (lecture et atelier d'écriture)
		BESSI-KAMA Hidi Aurore	Médiathécaire-documentaliste, Auteure, Présidente d'association

Comité scientifique	Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation	LAROUSSI Mona	Experte numérique éducative, interopérabilité des plateformes et directrice de l'IFEF
	Université Norbert Zongo de Koudougou	PARÉ-KABORÉ Afsata	Universitaire, enseignante-chercheuse, processus d'enseignement et d'apprentissage

Expert-e-s consultant-e-s		NDIAYE Massata Ndeye	Docteur en informatique, spécialité numérique éducatif
		DANG Jacques	Responsable des Relations internationales à l'Université numérique de France
		NGUENGA TEZO Valery	Cabinet Qualysis consulting
		DEBIAGE Agnès	Expert/Consultante ADCF
		MARIN Julien	Expert/Responsable du dispositif Afrikalan déployé en Guinée-Association les enfants de l'Air

UNESCO	Bureau Dakar	HUSSON Guillaume	Chef du secteur Éducation
		BAL Raki	Assistante projet
		OUATTARA Youssouf	Responsable principal du projet Ressources éducatives
		GILOT Chloé	Responsable de projet adjointe
		MARIN Léonie	Responsable projet communication
		SAGNA Mariama	Coordonnatrice de programme/ED
		MARTEL Ariane	Consultante junior en communication
	Bureau Togo	ADJANOHOON Maxime	Spécialiste de programme
		TCHAO Kossi Edoh	Aide-principal de projet
	Bureau Paris	CHAPELET Pierre	Spécialiste de programme éducation
	Bureau Bénin	VIGNISSY MOUSSA Corinne	Assistante principale de projet
	Bureau Nairobi	FEDDAL Scheherazade	Spécialiste de programme
	Bureau international d'éducation (BIE-UNESCO)	THIAM Omar	Spécialiste de programme
	IPE Paris	LEITE Stephanie	Assistante programme spécialiste

Institut Français	Institut Français	RENAUD SOPHIE	Directrice — Direction coopérations et dialogues des sociétés
		ROLLAND PAULINE	Chargée de projet
		TIGER François	Responsable du pôle Culture et partenariat solidaire

Institutions partenaires	AFD (Agence française pour le développement) — Togo	BOUABDALLAH Zolika	Directrice pays
		SALAO Koudjiratu	Chargé du suivi du portefeuille éducation
	Aide et action	BEREI Tchaa	Coordonnateur Bénin— Côte d'Ivoire-Togo
	Banque mondiale	SISSOKO Fily	Représentant pays
	BID	ZAKARI Issa	Chef d'équipe
	CLÉ	ZANOUE Ingrid	Représentante pays/CLE
	FNUAP	YAGUIBOU Josiane	Représentante
	Humanité et inclusion	ATTATI George Koffi	Directeur pays
	Plan international	BA Awa Faly	Représentante pays
	KFW	WASSERMAN Sonja	Directrice
	PAM	KOISHA Aboubakar	Représentant pays
	UNICEF	BA SIDIBE Hadja Aissata	Représentante pays
	Chaîne de l'espoir	DATCHIDI Espoir	Coordonnateur Bénin-Togo
	CNT / EPT	GNAKOU Essodèyouna	Président
	UTAPE	AGBEKA Diaro Innocent	Président
	RJCE	TOYI Marcel	Président
	FETAPH	AKAKPO-NUMADO André Enyonam	Président du conseil d'administration
	ATBEF	ESTEVE Mouhibatou	Coordinatrice ATBEF/ Région Maritime Lomé-Togo
	Agence universitaire de la Francophonie	CARVALHO Ndèye Marie	Coordinatrice du programme APPRENDRE
	CONFEMEN	DIOP Mahip	Attaché de programme
		KABA Guy-Roger	Coordonnateur de l'observatoire de l'éducation
	OIF (Organisation internationale de la francophonie)	BA Marie Isabelle	Attachée de programme, Gouvernance culturelle et linguistique, dialogue des cultures ; Représentation de l'OIF — Afrique de l'Ouest (OIF, REPAO Lomé)
		HONFO Agossou	Spécialiste de programme, Responsable des CLAC; Représentation de l'OIF — Afrique de l'Ouest (OIF, REPAO Lomé)

	PAQEEB	BILASSE Pyabalo	Coordonnateur PAQEEB
	PAREC II	SABLISSOU Komlan	Coordonnateur PARECII
	PAAQET	TCHEWAFEI Agoura Badja	Coordonnateur PAAQET

ANNEXE 3 : SYNTHÈSE DU FORMULAIRE D'ÉVALUATION

Madame, Monsieur,

Vous avez participé à la deuxième édition des Rencontres africaines pour les ressources éducatives (RARE) à Lomé (Togo) du 24 au 26 juin 2025.

Merci de prendre quelques minutes pour répondre aux questions suivantes.

Identification

1. Nom
2. Prénom
3. Organisation
4. Fonction
5. Pays
6. Email

Objectifs

7. Quels étaient vos objectifs en participant aux Rencontres pour les RE 2025 ?

(Vous pouvez cocher plusieurs réponses)

- Découvrir des bonnes pratiques en matière de production et diffusion de RE
- Renforcer la coopération régionale autour des RE
- Échanger avec des professionnels de l'éducation, de la culture et du livre
- Enrichir mes connaissances sur les RE libres et numériques
- Contribuer à la valorisation de la littérature jeunesse en tant que levier pédagogique
- Identifier des leviers de pérennisation pour les avancées du projet
- Autre

8. Si vous avez sélectionné « Autre », veuillez préciser :

Déroulement de l'atelier

9. Sur une échelle de 1 (pas du tout satisfait) à 4 (très satisfait), merci d'évaluer votre niveau de satisfaction quant à l'atteinte des objectifs des RARE :

- Les RARE 2025 ont permis de tirer des leçons utiles des cinq années de mise en œuvre du projet Ressources éducatives.
- Les échanges ont permis d'identifier des axes concrets pour la pérennisation des dynamiques lancées par le projet.
- L'événement a contribué à renforcer les synergies entre les acteurs publics, privés et de la société civile.
- Les RARE 2025 ont facilité le partage de bonnes pratiques ou d'expériences à mutualiser entre pays.
- Un renforcement du plaidoyer pour les RE au niveau national ou régional a été perçu.

Pour la suite

10. Quelle(s) suite(s) comptez-vous donner à votre participation à cet atelier dans votre pays ?

(Vous pouvez cocher plusieurs réponses)

- Partager les connaissances acquises avec mes collègues ou partenaires
- Intégrer des éléments discutés dans une feuille de route ou un plan d'action national
- Appuyer le plaidoyer pour des politiques de production et de diffusion de RE
- Rejoindre ou renforcer un réseau d'acteurs autour du livre jeunesse ou des RE
- Adapter ou mettre en œuvre les bonnes pratiques présentées durant l'événement
- Autre

11. Si vous avez sélectionné « Autre », veuillez préciser :

Logistique et organisation

12. Sur une échelle de 1 (pas du tout satisfait) à 4 (très satisfait), merci d'évaluer :

- Accueil, disponibilité, information de l'équipe d'organisation
- Dispositions logistiques (lieux, équipements, restauration, etc.)

13. Avez-vous des commentaires quant à la programmation des RARE 2025 ?

Merci pour votre participation !

ANNEXE 4 : ON EN PARLE DANS LES MÉDIAS

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La couverture médiatique de l'événement a été assurée de manière professionnelle et soutenue, en coordination étroite avec l'attaché du Cabinet du ministre des Enseignements primaire et secondaire. Une équipe de journalistes et photographes a suivi l'ensemble des activités pour produire des contenus en temps réel (photographies, vidéos, extraits des discours et interventions), permettant ainsi une large diffusion sur les réseaux sociaux et les plateformes institutionnelles, dont celles du [MEPS](#) et de la République Togolaise les [24 juin](#) et [26 juin](#). Les contenus ont également été mis à disposition des partenaires et des médias, prolongeant ainsi la visibilité de l'événement au-delà de sa tenue physique.

L'activité sur la page Facebook du projet a été particulièrement soutenue, avec 6 publications et 28 stories partagées au cours de la semaine. Cette dynamique s'est traduite par 3 641 vues (+1 316,7 %), 195 interactions (+828,6 %), et 18 nouveaux abonnés, portant la communauté à 4 645 personnes. Les pays les plus engagés sont Madagascar, la République Démocratique du Congo, la Guinée, le Bénin, le Sénégal et le Burundi.

Sur Instagram, 2 publications et 28 stories ont été diffusées. On note une forte progression des vues, atteignant 1 624 (+1 509,1 %), avec 66 interactions, dont 7 partages. À noter, les repartages réguliers effectués par l'Agence française de développement (AFD), renforçant la portée des messages. Le nombre d'abonnés est passé à 535, avec une audience principalement localisée au Sénégal, en France, à Madagascar et en RDC.

La stratégie LinkedIn a également porté ses fruits. Cinq publications ont généré 2 626 impressions, soit une hausse de +876,2 %. Le nombre d'abonnés a bondi de 30 en une semaine, pour atteindre 2 596 (+1 400 %). Ces résultats confirment l'intérêt croissant des professionnels du secteur pour les contenus partagés dans le cadre des RARE.

SITE WEB RESSOURCES EDUCATIVES

Le site officiel du projet Ressources éducatives (<https://www.ressources-educatives.org>) a constitué la plateforme principale d'information pour les participants. Une page officielle dédiée aux RARE 2025 a été créée pour centraliser tous les éléments utiles sur la deuxième édition des Rencontres africaines pour les ressources éducatives : <https://www.ressources-educatives.org/bienvenue-sur-la-page-officielle-des-rencontres-africaines-pour-les-ressources-educatives-rare-2025>.

Cette page ainsi que l'Espace multimédia a permis :

- De présenter l'événement, ses objectifs et sa programmation.
- De partager les ressources utiles aux participants et aux partenaires (programme détaillé, communiqués officiels, galeries photos, vidéos).
- De relayer les publications multimédias, notamment les reportages audiovisuels.
- D'assurer une visibilité institutionnelle continue.

La plateforme a accueilli plusieurs centaines de visiteurs dès la période de préparation, avec des pics de fréquentation pendant la semaine des RARE (24-26 juin 2025).

PRESSE ÉCRITE

Deux articles ont été publiés dans le Journal Togo Presse, l'un à la suite de l'ouverture et l'autre à la suite de la clôture de l'événement. 200 000 exemplaires de chacun de ces journaux ont été tirés.



PRESSE EN LIGNE

La communication autour des RARE 2025 a bénéficié d'une couverture presse significative, notamment via les médias en ligne :

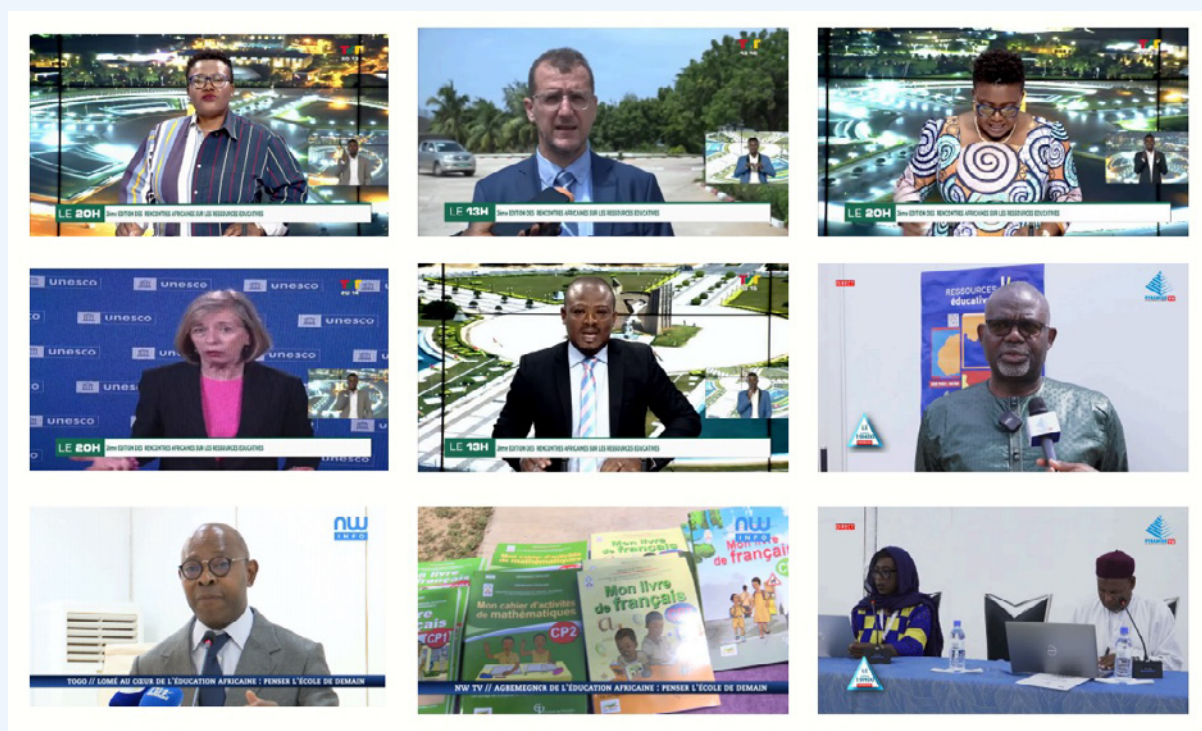
- 8 plateformes togolaises ont diffusé des contenus : [L'Interview Togo](#), [Togo First](#), [Republic of Togo](#), [Edutech](#), [L'Émissaire](#), [La Une Togo](#), [Bam Live TV](#), et [Togo Matin](#).
- La presse panafricaine a également relayé l'événement via [Afriku'Infos](#).
- L'ensemble des publications a couvert aussi bien la cérémonie d'ouverture que la clôture, avec certains médias diffusant des contenus fournis par les organisateurs.

PRESSE TV ET RADIO

La couverture audiovisuelle des RARE 2025 a mobilisé plusieurs chaînes de télévision diffusant de trois à quatre reportages chacun :

- TVT, New World TV, Pyramide TV, et Africa 24 bénéficiant d'une audience internationale.
- Un reportage télévisé spécifique a été réalisé par New World TV : « Lomé au cœur de l'éducation africaine », disponible sur la plateforme du projet : <https://www.ressources-educatives.org/espace-multimedia/lome-au-coeur-de-leducation-africaine-un-reportage-de-new-world-tv>.

La couverture radio a été assurée par Radio Lomé, au nombre de 5 diffusions, et Kanal FM, au nombre de 4 diffusions.



COMMUNICATION MÉDIATIQUE AUTOUR DU LANCEMENT DE LA CAMPAGNE SUR LES BIENFAITS DE LA LECTURE

Cette campagne, lancée officiellement lors des RARE 2025, a fait l'objet d'un dispositif spécifique, coordonné par ALBG communication. Un communiqué de presse a été rédigé et diffusé dans plus de 50 pays via APANEWS, ainsi que dans des médias locaux ciblés.



PRESSE EN LIGNE

- Le communiqué a été publié sur APANEWS (<https://fr.apanews.net/culture/lancement-officiel-de-la-campagne-continentale-de-sensibilisation-sur-les-bienfaits-de-la-lecture/>), atteignant 3,9 millions de lecteurs répartis dans 50 pays.
- Des relais locaux ont également été mobilisés :
 - Guinée : Les Soirs News, Mosaïqueguinée.
 - Tchad : Alwihda Info.
 - RCA : Nexus-Sango.
 - Burundi : Buja24.org.

DONNÉES D'AUDIENCE

Les pays ciblés par le projet ont enregistré les nombres suivants de lecteurs durant la période du 25 au 30 juin 2025 :

- Bénin : 32 453
- Burundi : 21 245
- Comores : 34 256
- Djibouti : 32 145
- Guinée : 12 342
- Madagascar : 32 486
- Mauritanie : 32 412
- République centrafricaine (RCA) : 32 452
- République démocratique du Congo (Congo-Kinshasa) : 53 028
- République du Congo (Congo-Brazzaville) : 32 415
- Sénégal : 21 345
- Tchad : 23 459
- Togo : 28 437

POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page de la conférence [ici](#)
et consultez le porte-folio média.



ANNEXE 5 : UN APERÇU PHOTOGRAPHIQUE DES RENCONTRES AFRICAINES EN IMAGES...

JOUR 1



JOUR 2

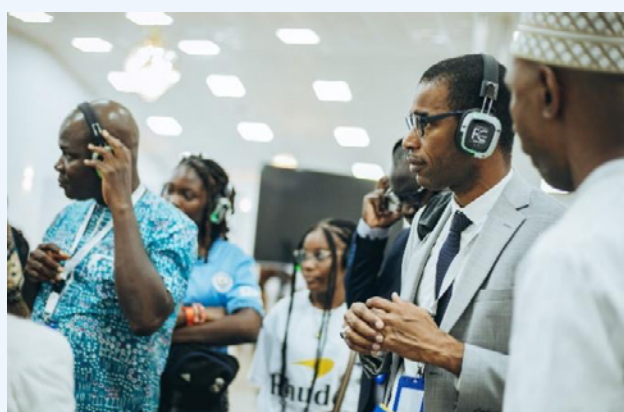


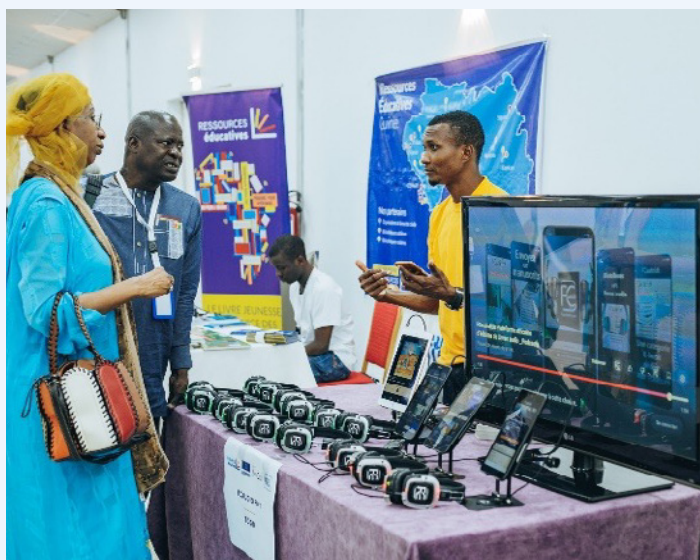
JOUR 3





STANDS RESSOURCES EDUCATIVES





RESSOURCES éducatives



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

